

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°2

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1983

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

C'est la rentrée. Les mois d'été n'ont pas été à proprement parler des vacances. L'Institut n'a pas fermé, et le travail n'a pas manqué : traductions, rédaction des deux revues qui paraîtront à l'automne, préparation d'un montage audiovisuel et des expositions de peinture et de photos, repiquage de cassettes, mise au point du programme des cours et des activités culturelles...

AU SOMMAIRE :

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT

- HÊVÎ
- ETUDES KURDES

LA MEDIATHEQUE

- ARCHIVES SONORES
- PHOTOGRAPHIES
- AUDIOVISUEL
- BIBLIOTHEQUE
- VIDEOTHEQUE

TRADUCTIONS

EXPOSITIONS

VISITES, TÉMOIGNAGES DE SOLIDARITÉ

PROGRAMME DES COURS

ACTIVITÉS CULTURELLES

LISTE DES PUBLICATIONS DISPONIBLES

REVUE DE PRESSE

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT

- **HÊVÎ (HIWA)**, ce qui signifie « ESPOIR », est une revue culturelle générale, rédigée en Kurmanci, Sorani et Zaza.

Son but : diffuser dans le public kurde les œuvres, le plus souvent inédites, des écrivains kurdes, en particulier des exilés. L'accueil fait à ce projet par la diaspora kurde démontre, si besoin était, la nécessité d'une telle revue.

Au sommaire du premier numéro :

En Kurmanci

- Compte-rendu du colloque linguistique de mai 1983 sur le problème de standardisation de l'alphabet.
- Trois points de vue sur les problèmes de l'alphabet : N. ZAZA, O. SEBRI, R. SIMO.
- Une étude grammaticale : la forme négative du futur, de R. BARNAS.
- Document : un texte inédit de Nazim HIKMET sur les Kurdes.

En Sorani

- Une étude linguistique de Tawfiq WAHBY
- Le soulèvement de Dimdim et la liquidation des Kurdes Moukris au 17e siècle, de A. MARDOUKH

En Zaza

- Une étude grammaticale : les particularités du verbe composé en zaza, de MALMISANIJ)
- Le folklore kurde dans le dialecte zaza de ZILFÎ ainsi que des poèmes et quelques nouvelles dans chacun des dialectes.

HÊVÎ paraîtra en octobre. Son prix de vente est fixé à 40 francs.

- **STUDIA KURDICA (Etudes kurdes)**: sera publiée en arabe et en persan. Son comité de patronage comprend, notamment : Ibrahim AHMAD, romancier et critique littéraire, Samih AL-QASSEM, poète, Hadi ALAWI, historien, Hanna BATATU, professeur à l'Université de Georgetown, U.S.A., Joyce BLAU, professeur de kurde à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales à Paris, Gérard CHALIAND, écrivain, Jean-Paul CHARNAY, professeur à la Sorbonne, Cosro CHAKERI, historien, Charles-Henri de FOUCHECOUR, professeur de persan à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Marion FAROUK-SLUGLETT, professeur à la Durham University, Grande-Bretagne, Yilmaz GUNEY, cinéaste, Frederik HALLIDAY, auteur de « Dictatorship and development in Iran », Ordikhan CELIL, professeur à l'Institut d'Orientalisme de Léninegrad, Qanat KURDOEV, directeur d'études à l'Institut d'Orientalisme de Léninegrad, Homa NATEGH, historienne, Baqir MUMINI, historien, Jean-Paul PRADIER, auteur de « Les Kurdes : une révolution silencieuse », Nasser PAKDAMAN, économiste, Maxime RODINSON, orientaliste, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, à Paris, Gholam-Hussein SA'IDI, écrivain, Peter SLUGLETT, historien, Joe STORK, éditeur, Pierre VIDAL-NAQUET, écrivain, professeur à la Sorbonne, Paul VIEILLE, sociologue, Tawfiq WAHBY, linguiste, Sami ZUBAIDA, professeur au Birkbeck College, Londres.

STUDIA KURDICA paraîtra également en octobre.

Au sommaire du premier numéro :

- Observations historiques sur la naissance du mouvement nationaliste kurde
- Les dimensions de l'apparition de l'ordre naqshbendi au Kurdistan au début du XIXe siècle
- La société irakienne et l'analyse de classe
- Le parti Tudeh et la question kurde en Iran
- L'histoire de la prose kurde en Irak
- Les événements d'Ourmiah (Kurdistan d'Iran) – décembre 1917-février 1918
- Un entretien avec Yilmaz Güney
- Quelques documents inédits sur les Kurdes d'Irak et d'Iran
- Actualités culturelles.

Prix de vente : 40 francs.

TRADUCTIONS

En cours :

- Du russe en français, la Grammaire comparée kurmanci-sorani, de Q. KURDOEV.
- Du français en kurde et en turc, la Grammaire kurde de C. BEDIR KHAN et R. LESCOT.

LA MEDIATHEQUE

L'un des objectifs les plus importants de l'Institut est de rassembler un fonds aussi complet que possible de toutes les publications concernant les Kurdes, livres, articles de journaux et de revues, enregistrements sonores, photographies, films.

- ARCHIVES SONORES

La constitution d'archives sonores a déjà commencé. Cependant, pour mener à bien ce travail, nous serions reconnaissants à tous ceux qui possèdent des enregistrements originaux de musique kurde de bonne qualité d'accepter de nous les communiquer, pour que nous puissions les dupliquer.

- AUDIOVISUEL

Un montage audio-visuel est en cours de préparation. Centré sur la vie quotidienne des Kurdes d'Iran, d'Irak et de Turquie, il retracera brièvement l'histoire récente des Kurdes dans ces trois pays. Dans ce domaine-là également, nous manquons encore de documents, et tout apport de l'extérieur serait le bienvenu.

- BIBLIOTHEQUE

Elle s'enrichit régulièrement, et bien qu'elle soit loin d'être complète, elle offre actuellement sans doute le plus grand nombre de livres concernant les Kurdes que l'on ait rassemblé jusqu'à ce jour. Des amis nous envoient régulièrement des parutions nouvelles ou de vieilles éditions qu'ils ont pu dénicher chez des libraires. Nous leur en sommes très reconnaissants.

- PRESSE

Le secteur Publications de presse est désormais totalement classé et offre un panorama assez complet des articles parus sur les Kurdes, en France en particulier dans les trente dernières années. Nous possédons en outre des collections complètes des revues kurdes des années 1930-1950 HAWAR, RONAH, ROJA NU, KURDISTAN (publiée en Iran).

- VIDEOTHEQUE

Le travail commence à peine. Un film montrant la vie quotidienne des Kurdes d'Iran est en cours de réalisation. Nous envisageons de le diffuser en vidéocassettes... D'autre part, nous allons nous efforcer de nous procurer une copie des films sur le Kurdistan réalisés ces dernières années pour la télévision dans différents pays européens.

VISITES, TÉMOIGNAGES DE SOLIDARITÉ

L'Institut Kurde a reçu cet été de nombreuses visites de Kurdes tout d'abord, étudiants, stagiaires, artistes, écrivains, venus d'Italie, de Suède, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, mais aussi de journalistes, de chercheurs, de sympathisants. Notamment Madame Melike DEMIRAG, l'actrice de cinéma qui a joué le rôle de Bérivan dans « Le Troupeau » et la chanteuse turque TOULAY.

Des lettres de soutien et d'amitié de la communauté kurde nous sont parvenues, en particulier du KOMELA KURDÊ AUSTRALIA (Association Kurde d'Australie), d'une Association kurde de San Francisco : AZADI KURDISTAN HUMANE FOUNDATION.

DELEGATION DE CHERCHEURS DE CHINE POPULAIRE

Une délégation de l'Académie des Sciences Sociales de la République Populaire de Chine a été reçue au siège de l'Institut le 23 septembre. Elle était composée du professeur LIU JING, directeur adjoint de l'Institut de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique et de M. MA WEIZHANG, chercheur au Département des Affaires Etrangères de l'Académie des Sciences Sociales de Chine. Ils se sont enquis des travaux de recherche menés dans le cadre de notre Institut, notamment dans, le domaine de l'histoire. Ils nous ont appris que dans leur Institut trois chercheurs se spécialisaient dans l'histoire kurde. Plusieurs propositions de coopération ont été examinées. De part et d'autre, le vœu a été émis de poursuivre et de développer les échanges entre les deux organismes.

EXPOSITION DE PEINTURE

Elle se tiendra, ainsi qu'il avait été annoncé, du 3 au 26 novembre, dans les locaux de l'Institut Kurde à Paris.

PROGRAMME DES COURS

Cours de français :	du lundi au vendredi, de 9h. à 13h. ; les lundi, mercredi et vendredi, de 19h.30 à 21h.
Cours de kurmancî :	Pour débutants , le lundi de 18h. à 19h. 30 et le jeudi de 19h. à 20h. 30. Niveau moyen , le mardi de 19h. à 20h.30 et le samedi de 18h. à 19h.30.
Cours de soranî :	Les mardi et jeudi, de 18h. à 19h.
Cours de danse pour les adultes :	le samedi de 11h. à 13h.
Cours d'instruments de musique :	le vendredi, de 18h. à 19h.30.
Cours de musique pour les enfants :	le samedi de 14h.30 à 17h.30 (mêmes horaires que l'atelier de femmes).

ACTIVITES CULTURELLES

Le dimanche après-midi, l'Institut Kurde proposera une série de rencontres.

- Le 1er dimanche du mois sera consacré à la connaissance des Kurdes (programme audio-visuel, conférence, témoignage...).

Dans ce cadre, le 2 octobre, Me Christian ROSTOKER, secrétaire-général adjoint de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, viendra raconter son récent voyage au Kurdistan d'Iran, tandis que le Dr. Florence VEBER, Présidente de l'organisation «Aide Médicale Internationale», présentera un film sur les missions menées par cette association au Kurdistan iranien.

Le dimanche 6 novembre, Georges DRION, journaliste et réalisateur français, viendra présenter le film qu'il a réalisé sur le Kurdistan d'Irak.

- Le 2e dimanche du mois : animation musicale, avec la participation des groupes ou musiciens kurdes résidant en Europe.
- Le 3e dimanche seront organisés des visites, excursions, pique-niques, sorties culturelles, afin d'initier les Kurdes à la civilisation française.
- Le dernier dimanche : ouverture sur les cultures du tiers monde, Amérique Latine, Afrique, Asie, par le biais de concerts, films, etc:

ATELIER DE FEMMES

Le samedi 3 septembre, une quinzaine de femmes kurdes se sont réunies, pour tenter de mettre sur pied un groupe de discussion et de rencontre pour les femmes kurdes, dispersées dans la banlieue parisienne et souvent isolées, en particulier à cause des problèmes de langue et de garde d'enfants.

Une réunion hebdomadaire a été décidée, le samedi, de 14 heures à 17 heures. Un samedi sur deux, des cours de langue française, de kurde et de dactylographie seront organisés. L'autre samedi sera consacré à des travaux artisanaux. Plusieurs femmes se sont proposées pour enseigner la couture, la broderie et la dentelle, le tricot, la broderie avec des perles, et même la fabrication des tapis (si l'on trouve un local).

Enfin, un groupe d'«aide sociale», composé de 3 ou 4 femmes s'est constitué, pour aider les femmes dans leurs démarches, leurs problèmes de santé, etc.

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La Republique des Pyrenées

Milljet
MILITARY JOURNAL

DIE BRÜCKE

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТРА**

LYON MATIN

Le Monde

Die Grüner

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE
Hürriyet

afrique
asie

L'Humanité

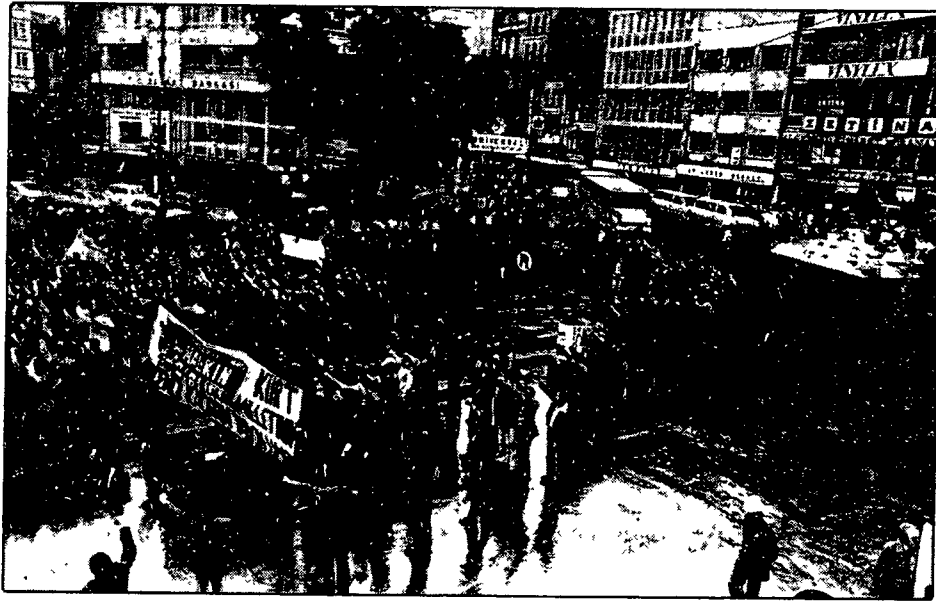
Télérama

FINANCIAL TIMES

Etre kurde en Turquie...

PAR
SAM CORBIN

... c'est vivre en état de violence permanente : celle d'un pouvoir qui depuis soixante ans veut assimiler ce peuple à la culture millénaire.



Manifestation de soutien aux Kurdes, en Turquie, 1980
La férocité d'une répression, et

● Les Kurdes de Turquie un peuple concentré en grande partie dans les régions du sud-est subissent à l'heure actuelle, comme toujours dans le passé, une oppression cruelle et multiforme de la part d'un régime qui refuse de reconnaître, et même de tolérer, les « différences » culturelles des ethnies diverses qui constituent la population du pays.

La répression accrue déployée par la junte militaire installée à Ankara en 1980 s'est abattue avec une force particulière sur la population kurde et une grande partie de l'armée est stationnée dans les territoires où cette population est majoritaire. Des milliers de militants kurdes ont été condamnés à de lourdes peines de prison généralement pour le « crime » de « séparatisme ». On se souvient que trente-huit détenus kurdes militants d'un mouvement nationaliste de gauche, le Parti des travailleurs kurdes (P.K.K.) ont été exécutés l'année dernière dans une prison de la ville de Diyarbakır, pour avoir protesté contre les sévices horribles qu'ils subissaient. Les récentes informations sur l'incursion des forces armées turques en territoire irakien à la poursuite de « groupes armés » sont un nouvel exemple spectaculaire de la férocité de la répression

contre le peuple kurde et de la persistance de la lutte de celui-ci pour ses droits nationaux. Un procès politique de masse encore un, avec cette fois cinq cent soixante-douze membres du P.K.K. sur le banc des accusés - vient de se terminer à Diyarbakır par une série de jugements draconiens : trente-cinq militants ont été condamnés à mort, vingt-huit à la prison à perpétuité et trois cent trente et un à des peines allant de trois à vingt-quatre ans de prison.

Depuis la fondation de la République turque par Mustafa Kemal, et sous prétexte de « l'unité nationale », les régimes successifs à Ankara ont nié jusqu'à l'existence des Kurdes en tant que peuple possédant une langue et une culture distinctes. Dans le langage officiel, les Kurdes sont des « Turcs de l'Est » ou des « Turcs montagnards ». Toute affirmation de leur identité nationale est réprimée dans le sang comme « atteinte à l'intégrité du territoire ». C'est pourquoi la défense de leur patrimoine culturel devient pour les Kurdes de l'émigration un devoir impérieux. Un institut kurde le premier de son genre dans le monde vient de s'ouvrir à Paris (1), destiné à servir de foyer cul-

(1) 106 rue Lafayette, Paris 10^e tél 246-50-65

turel aux Kurdes émigrés, pour étudier et faire connaître aussi largement que possible la littérature censurée et le folklore réprimé de ce peuple, sa musique, sa langue interdite. Le jeune directeur de cet institut, Kendal Nezan, historien kurde, nous explique : « La population kurde est très nombreuse dans trois pays du Moyen-Orient : en Iran, en Irak et surtout en Turquie. Il ne s'agit pas d'une simple "minorité ethnique" ».

Première école kurde dans le Kurdistan iranien (mars 1981) ... la persistance d'une lutte



Mustapha Kemal Atatürk avant la grande offensive d'août 1922. Sous prétexte d'unité nationale



que', mais d'un peuple riche en traditions, fier de son passé millénaire. A l'heure actuelle, il y a trois millions de Kurdes en Irak, environ six millions en Iran et dix à douze millions en Turquie. En outre, près d'un million de Kurdes vivent en Syrie et approximativement 320 000 en Union soviétique, où ils sont éparpillés à travers plusieurs régions mais un peu plus fortement concentrés dans le Caucase. Ils y jouissent d'une certaine reconnaissance de la part de l'Etat soviétique et ont droit à des livres imprimés dans leur propre langue. »

En Turquie, les Kurdes représentent entre le tiers et le quart de la population

totale du pays. Ils constituent une majorité écrasante — plus de 85 % — dans dix-neuf départements du sud et de l'est du pays. Mais, comme c'est le cas pour la population rurale en général, les paysans kurdes se voient obligés de quitter leur village natal pour chercher du travail soit dans les métropoles urbaines de Turquie — Istanbul, Ankara, Izmir, Adana — où ils s'en-tassent le plus souvent dans des bidon-

ville aux alentours de la ville, soit à l'étranger. On estime qu'il y a environ 12 000 Kurdes à Paris, par exemple, dont une grande partie vient de Turquie.

Nezan explique qu'une des formes les plus persistantes et les plus élémentaires de l'oppression culturelle est l'interdiction systématique de l'enseignement de la langue kurde : « Notre langue, parlée par des millions de gens qui ne connaissent pas le turc, est interdite partout. Son emploi dans les lieux publics ou dans les documents administratifs est puni par le Code pénal. Les enfants, qui n'entendent que le kurde autour d'eux à la maison, éprouvent des difficultés énormes à l'école où ils sont obligés de travailler dans une langue qui leur est étrangère, ce qui est la cause de nombreux cas d'échec scolaire. Les paysans — qui souvent ne connaissent pas un traître mot de turc — se heurtent à de nombreux problèmes puisque tous les papiers officiels, tous les documents légaux, sont obligatoirement rédigés en turc. Lorsqu'ils ont affaire aux tribunaux, ils doivent souvent avoir recours à des interprètes. »

« Cette politique d'assimilation forcée, précise Nezan, a été instaurée par le régime nationaliste de Mustafa Kemal au lendemain de la guerre d'indépendance, pendant laquelle les Kurdes avaient pourtant combattu aux côtés des Turcs contre l'occupant étranger. Les paysans kurdes se sont distingués tout au long de cette lutte de libération par leur courage et leur combativité. C'est, par exemple, dans la ville kurde de Maras qu'un soulèvement épique s'est déroulé contre les forces françaises

d'occupation, ce qui lui a valu d'être rebaptisée Kahraman-Maras — Maras l'héroïque. On se souvient que le nom de cette ville a de nouveau défrayé la chronique en décembre 1978. Sous le gouvernement relativement libéral d'Ecevit, des commandos d'extrême droite s'y sont livrés à un véritable pogrom qui a causé la mort de centaines de Kurdes. »

« En Turquie, les régions kurdes sont systématiquement défavorisées par le pouvoir central qui refuse d'y financer les écoles, les hôpitaux, les routes qui seraient si nécessaires. La population vit surtout de l'élevage ou de l'agriculture. Les éleveurs possèdent des chevaux, des moutons, des vaches et aussi des buffles. Depuis la nuit des temps, les Kurdes ont la réputation d'être les meilleurs cavaliers et les guerriers les plus redoutables qui soient. Selon un vieux dicton, les gens du Kurdistan ont "de beaux chevaux, de belles armes et de belles femmes". »

Faire revivre l'héritage

« La principale religion des Kurdes est l'islam dans l'une ou l'autre de ses variantes, sunnite ou chi'ite. Mais quelque 500 000 d'entre eux pratiquent un culte spécifiquement kurde, le yézidisme, véritable synthèse de l'islam et du christianisme dont il s'efforce de surmonter les contradictions intellectuelles. Les Kurdes se réclament d'une culture qui remonte à l'antiquité et comporte de nombreux trésors littéraires et folkloriques — poésie, philosophie, musique, légendes, etc. C'est pour conserver et développer un si riche héritage, le faire revivre et le transmettre que nous avons fondé cet institut. Les contributions de centaines de Kurdes en exil nous ont permis d'acquérir cette jolie maison blanche. De nombreux ouvriers kurdes ont travaillé bénévolement pendant un mois et demi pour la remettre en état. »

« Nos activités ? Des cours de kurde et de français pour les travailleurs kurdes, ainsi que des leçons de musique traditionnelle sont déjà donnés régulièrement dans nos salles de classe. Nous projetons d'organiser dans un proche avenir des conférences, des récitals, des expositions de peinture. Nous avons une bibliothèque bien fournie en ouvrages imprimés dans notre langue dont certains, très anciens, sont de véritables trésors historiques. »

Ainsi, quelques mois seulement après son ouverture au mois de février, cet institut — qui devrait bénéficier bientôt d'une subvention du gouvernement français — est en passe de devenir un lieu de rencontre et d'échange pour les exilés kurdes de Paris et d'Europe, et un moyen d'affirmer sur le plan international l'existence des Kurdes et de leur culture millénaire.

S.C.

n° 1
été 1983

La revue du
trans-social

prix de vente
35 F.

INAUGURATION : INSTITUT KURDE DE PARIS

L'institut Kurde de Paris est destiné à étudier et à faire connaître à l'opinion publique les dimensions historiques, culturelles, nationales et sociales des 18 à 20 millions de Kurdes du Proche-Orient, dont la culture est l'objet d'une destruction systématique de la part des autorités se partageant le territoire Kurde.

Alors que 75 % des Kurdes, du fait d'une faible scolarisation, ne connaissent pas la langue officielle des Etats qui les dominent, toute publication, toute manifestation artistique en langue kurde demeure interdite. Les Kurdes sont les héritiers de l'une des plus vieilles cultures de l'humanité. L'institut Kurde veut la préserver et la restituer à tous les Kurdes vivant dans les démocraties européennes. « Ce peuple doit continuer à exister en dépit des tyrannies pour éviter que l'une des plus vieilles cultures du monde ne soit un jour totalement oubliée » L'institut sera un Centre de documentation sur le Kurdistan (archives, médiathèque...), un lieu de formation et d'enseignement en vue d'alphabétiser l'importance diaspora kurde (élaboration de manuels scolaires, stages de langue), un centre de recherches (élaboration d'un dictionnaire kurde-français)

Autres activités prévues : Manifestations culturelles et artistiques, publication d'un périodique culturel, création d'un centre de vacances pour permettre aux enfants kurdes et d'autres nationalités de s'initier à cette civilisation et de mieux connaître cette culture.

Pour recevoir le bulletin d'information, écrire à Institut Kurde de Paris, Boite Postale 66 75662 Paris Cédex 14, C.C.P. 573895 E Paris

INSTITUT KURDE DE PARIS



POUR LA DÉFENSE
D'UNE CULTURE MILLENAIRE
EN PÉRIL

Le Parisien

19 Juillet 1983

Paris-Clochers 

Musique et cuisine
vecteurs de la culture kurde à Paris

Les enfants de l'émigration

La bibliothèque kurde la plus importante du monde est à Paris, dans les locaux de l'Institut kurde situé 106, rue Lafayette (X^e). Un institut unique au monde qui allie culture et sens pratique. Ainsi, pendant l'été, les douze mille réfugiés kurdes de la région parisienne pourront venir s'informer, se distraire et apprendre le français.

Les premiers réfugiés kurdes ont débarqué en Europe aux alentours des années 1970. Ils sont aujourd'hui 450 000 répartis dans les pays d'Europe occidentale et 30 000 en France. C'est à Paris que ces nouveaux exilés ont édifié leur première institution culturelle. L'Institut kurde qui depuis février est un lieu d'accueil de formation et de recherches, ouvert aux Kurdes du monde entier.

« Les travaux de l'Institut ont été réalisés par les Kurdes eux-mêmes », précise Kendal Nezan, le directeur de l'Institut. « Bénévolement, des réfugiés kurdes, maçons, menuisiers, sont venus en groupes, de toute la France, pour travailler à l'aménagement de leur première maison culturelle. » Un geste de foi qui mesure la valeur symbolique que les Kurdes en exil attachent à cet Institut. « La plupart des Kurdes réfugiés en France sont des paysans souvent analphabètes ; nous leur donnons ici la possibilité d'apprendre à s'exprimer en français et à mieux maîtriser leur propre langue. » Cours d'alphabétisation, permanence d'informations sociales et juridiques, mais aussi activités récréatives sont organisées tout au long de la semaine à l'Institut ; des après-midis de rencontres entre familles kurdes ont aussi lieu chaque week-end.



L'Institut kurde de Paris, unique au monde, doit assurer une meilleure intégration en même temps que la préservation des racines culturelles d'un peuple en exil.

(Photo L. P./O. BOITET.)

L'Institut rassemble également de nombreuses personnalités kurdes, appartenant au monde artistique et culturel. « Nous sommes en train d'élaborer des manuels scolaires pour les enfants de l'émigration ; en septembre nous publierons une revue d'études kurdes ; nous travaillons également à la mise au point d'un dictionnaire français-kurde. » Travail gigantesque qui, pour les cinq permanents de l'Institut et les dizaines de bénévoles, doit permettre à la culture kurde, riche et plus que millénaire, de se perpétuer. L'intégration des réfugiés est aussi une préoccupation de l'Institut : « On s'est rendu compte que la musique et la cuisine sont les véhicules culturels les plus accessibles ; nous organisons donc chaque mois des rencontres musicales avec des groupes étrangers et des soirées gastronomiques. »

Subventionné par le ministère de la Culture et celui de la Recherche, l'Institut kurde apparaît comme un formidable noyau d'expressions : « Nous préparons pour la rentrée un concert de musique, une exposition photo, et pour novembre, une exposition des peintres kurdes en exil. » Une action de longue haleine symbolisée par cette affiche accrochée au mur du bureau de Kendal Nezan. Elle représente l'une des images de « Yol », le film de Ylmaz Guney, le plus célèbre des Kurdes dans le monde. A Paris, la culture kurde commence donc à poindre. En témoigne l'ouverture d'épiceries kurdes rue de l'Echiquier et de restaurants : Notre, rue du Faubourg-Saint-Antoine, et Yol, rue d'Enghien.

Frédéric WEPPE

• Institut kurde, tél. 824.64.64.

LA LETTRE DE LA F.I.D.H

N°16

VENDREDI 15 JUILLET 1983

R.F.A. : LE GHETTO KURDE.

Environ 300 000 Kurdes vivent actuellement en Allemagne Fédérale, il s'agit principalement d'ouvriers immigrés originaires des provinces Kurdes de la Turquie. Résidant dans un grand nombre de cités industrielles, ils travaillent notamment dans la métallurgie et le bâtiment. La plupart d'entre eux sont venus en R.F.A. dans les années 60, dans le cadre des accords turco-allemands sur l'immigration.

En marge de cette masse d'immigrés, il existe aussi une importante communauté de réfugiés politiques comptant quelques dizaines de Kurdes d'Irak, 2000 Kurdes de Syrie et, surtout, près de 30 000 demandeurs d'asile ayant fui à partir de Décembre 1978 la Turquie. A cette époque le gouvernement d'Ankara avait décrété l'état de siège dans 15 des 19 provinces Kurdes, circonstance qui aggrava considérablement la répression anti-Kurde. Enfin, depuis le 12 septembre 1980, date du coup d'état militaire, la situation des 10 millions de Kurdes de Turquie s'est considérablement détériorée.

Dans sa très grande majorité, l'émigrateur Kurde est d'origine rurale. Le taux d'analphabétisme est particulièrement élevé dans cette communauté très peu scolarisée, notamment chez les femmes.

L'attachement à leur propre identité culturelle, la non pratique de l'allemand et du turc (ce dernier n'étant généralement parlé que par les hommes ayant accompli leur service militaire), l'absence de toute structure d'intégration s'adressant au Kurdes, conduisent ceux-ci à vivre en circuit fermé, au sein de ghettos insérés dans les colonies turques de Cologne, Kalk, Berlin, Spandau, Krensberg, Hambourg, Altona, etc...

Etrange paradoxe dans ce pays d'accueil, où, tout se passe comme si les autorités allemandes repreneaient à leur compte la politique de non existence des Kurdes ?

En attendant ces 300 000 travailleurs Kurdes paient, comme tout autre, impôts et taxes, et que toutes les autres communautés d'immigrés bénéficient de substantiels avantages et droits pour leur permettre de mieux s'intégrer tout en préservant leur identité culturelle. Les Kurdes sont -ils condamnés à rester comme en Turquie, des exclus.

CHRISTIANE

juillet 1983

ETRANGER

TURQUIE : LA CHASSE AUX KURDES

La Turquie et l'Irak se sont mis d'accord pour une vaste « opération de nettoyage » à

l'encontre des « Peshmergas », les guerilleros kurdes. Le 26 mai dernier, 7 000 soldats turcs ont franchi la frontière de l'Irak pour les pourchasser et sous l'œil complaisant des autorités irakiennes, ils ont ramené chez eux plusieurs milliers de prisonniers. Aujourd'hui, vingt-et-un millions de Kurdes vivent sur les territoires de quatre Etats : dix millions en Turquie, où ils constituent près du quart de la population, six millions en Iran, quatre millions en Irak et un million en Iran. Partout, ils sont méprisés, brimés, la-

minés. On veut bien les garder, car, cultivateurs ou éleveurs, ils font vivre le pays et se contentent de peu. Mais on craint qu'il ne leur vienne des idées d'indépendance, des idées d'Etat kurde. Alors la répression s'abat.

Cette répression est particulièrement rude en Turquie depuis l'arrivée au pouvoir des militaires en 1980. Non seulement l'enseignement de la langue kurde reste interdit (depuis 1924, bien qu'elle soit parlée par 90 % des Kurdes du pays), mais toutes les associations culturelles sont dissoutes et l'on traduit devant les tribunaux tous ceux qui sont accusés de « viser à la destruction de l'unité nationale ». Depuis 1980, 2 500 Kurdes ont été arrêtés, d'autres sommairement exécutés, beaucoup torturés. Un corps spécial de lutte contre les Kurdes a été créé et le mot « kurde » lui-même est devenu interdit.

Les nationalistes kurdes, pourchassés, sont passés en Irak et la Turquie a craint qu'ils ne deviennent une menace pour son commerce et son approvisionnement en pétrole venant de l'Irak. D'où le « nettoyage » décidé. Bien qu'il s'agisse d'une violation de ses frontières, l'Irak, qui a aussi ses problèmes kurdes et dont l'armée est occupée par sa guerre avec l'Iran, a choisi de laisser faire



photo Gamma

Kurdes: toujours la répression.

21 JUILLET 1983

L'Iran fait la chasse aux Kurdes

Les forces iraniennes ont lancé dans la nuit de mardi une opération - qui se poursuivait mercredi matin - contre les rebelles kurdes en territoire irakien, dans la région de Piranshar, a annoncé radio Téhéran citant des informations en provenance du poste de commandement de cette zone.

« Des centaines d'Irakiens ont été tués » dans ces combats, a ajouté la radio. « Les forces irakiennes de la zone ainsi que les contre-révolutionnaires ont été démantelés ». La localité iranienne de Piranshar est située près de la frontière, à l'ouest de la ville de Sanandaj.

Les forces iraniennes ont lancé ces dernières semaines une offensive contre les rebelles kurdes afin de mieux contrôler la frontière, elles ont reçu l'aide de Moudjahédine irakiens, opposants au régime de Bagdad

25 JUILLET 1983

La guerre irano - irakienne

L'Iran attaque au Kurdistan

Depuis plusieurs jours, le gouvernement et les différents états-majors irakiens attendaient une importante offensive de l'armée iranienne, mais, à Bagdad, on pensait généralement que cette vaste opération se serait déroulée sur le front de Bassorah, au sud du pays ou dans le secteur de Khanaqin, de Mandali dans le Centre. Finalement, ce sont les montagnes du Kurdistan, tout à fait au nord, qui ont été choisies depuis mercredi ou jeudi par les troupes de l'ayatollah Khomeiny pour lancer cette offensive qui aurait fait déjà un nombre très important de victimes.

Selon Téhéran, 3 800 soldats irakiens auraient été mis hors de combat et l'armée iranienne se serait enfoncée à une quinzaine de kilomètres à l'intérieur de l'Irak, s'emparant notamment d'Hadji Omran, un poste militaire jugé très important. A Bagdad, où l'on admet la réalité de l'offensive iranienne, on assure que « l'ennemi » a déjà laissé plus de 1 400 morts sur le terrain et que l'offensive a été stoppée. Ce qui ne signifie pas que l'adversaire ait été chassé du terrain conquis.

Si cette nouvelle offensive iranienne, qui fait suite à l'opération « Aurore » menée en avril par l'Irak et qui s'était soldée par un sérieux revers pour ce pays, n'était pas parti-

culièrement attendue dans le Kurdistan, le choix de ce secteur ne constitue tout de même pas une surprise.

D'abord, dans une quinzaine de jours, cette région kurdo-

l'ayatollah Khomeiny. En déclenchant cette attaque, l'armée iranienne a voulu donc couper les voies d'approvisionnement afin que le gouvernement irakien ne puisse plus acheminer de matériel militaire chez les Kurdes iraniens.

Il ne semble pas que cette nouvelle offensive menace sérieusement les champs pétroliers de Kirkouk, dans le Kurdistan irakien et pas davantage le régime de Bagdad. En visite sur le front ces derniers jours, j'ai été à même de constater que l'armée irakienne ne défend bien ses frontières et que ses lignes de feu étaient particulièrement redoutables. Ce qui expliquerait pourquoi à chaque offensive les pertes iraniennes sont, trois fois supérieures à celles de l'armée irakienne.

Michel ALLENO.

Selon des exilés iraniens à New York, cinq adolescentes dont la plus jeune avait 14 ans, ont été fusillées le 6 juillet à Chiraz avec trois membres des moudjahiddine du peuple pour avoir refusé de faire leur autocritique à la télévision iranienne. Les exilés ont identifié l'Iranienne de 14 ans comme étant Roya Hajjani Ghotbabadi, emprisonnée depuis 18 mois.



irakienne doit être le théâtre d'élections très importantes, consécutives au statut particulier accordé aux Kurdes par le gouvernement de Bagdad. Il n'est donc pas impossible que Téhéran ait voulu, par cette offensive, jeter le doute au sein de la population sur la force réelle des armées irakiennes et sur la solidarité du gouvernement de Saddam Hussein. D'autre part, l'Irak a également de sérieux problèmes avec ses propres Kurdes, en révolte contre le régime de

LE MATIN
DE PARIS21, rue Hérold 75001 Paris
Tél 296-16-65**Kurdes**
Grève de la faim

Onze Kurdes de nationalité turque observent une grève de la faim depuis le 27 juin à l'église Saint-Merri, rue Saint-Merri à Paris 4^e, pour protester contre « la répression du gouvernement fasciste turc contre les Kurdes » et « obtenir l'indépendance du Kurdistan », ont-ils indiqué à l'AFP.

Les onze grévistes de la faim, parmi lesquels se trouvent deux femmes, ont l'intention de poursuivre indéfiniment leur mouvement.

L'un d'entre eux a été hospitalisé lundi soir à l'Hôtel-Dieu, dans un état de grande faiblesse.

l'Humanité**Jeûne pour la liberté**

En l'église Saint-Merri à Paris, onze Kurdes de Turquie observent une grève de la faim depuis le 27 juin. Parmi eux, deux femmes. Ce mouvement, auquel aucune limite n'a été fixée, veut attirer l'attention sur l'impitoyable répression que la junte du général Evren mène dans la partie turque du Kurdistan et sur les incursions armées qu'elle a effectuées dans la partie irakienne. En même temps qu'ils condamnent le soutien apporté par l'OTAN à la tyrannie, les grévistes de la faim exigent l'arrêt de la répression et la libération de tous les prisonniers politiques.

L'Iran ouvre un « quatrième front » contre l'Irak

en attaquant dans la montagne kurde

Offensive, contre-offensive, pertes de part et d'autre : il est impossible actuellement de faire un point exact sur la situation dans le nord de l'Irak, tant les communiqués sont contradictoires.

On apprenait samedi que l'armée iranienne avait lancé dans la nuit de vendredi une opération qui se déroulait à l'ouest de la localité iranienne de Piranshar, en Azerbaïdjan, à l'ouest de la ville de Mahabad. Les forces iraniennes, grossies de « gardiens de la révolution », auraient atteint le sommet de King, à une altitude de 2 597 m, samedi en fin de matinée. Une partie de l'artillerie iranienne était installée sur ce sommet et menaçait les localités iraniennes voisines.

Le sommet dominait également la caserne de Hadj Omran, située en territoire irakien, à 6 km de la frontière, principal objectif de l'offensive iranienne. La région des combats est extrêmement montagneuse et s'étend sur 200 km². Elle n'est parcourue que par une route principale Piranshar-Rawandiz en Irak, le long de laquelle les forces iraniennes progresseraient. Elles semblent avoir contourné dans cette avance certains points tenus par les Irakiens, car leur progression était de 15 km vers l'ouest aux dernières informations venues de Téhéran.

Menaces pour l'économie française

Tandis que le mont King, rebaptisé « Liberté », tenait la région, les forces iraniennes chargeaient visiblement à encercler

les forces irakiennes du secteur en contournant leurs points de résistance jusqu'au col de Darband, à 18 km de la frontière.

Le président du Parlement islamique iranien, l'hodjatoleslam Hachemi Rafsanzani, indiquait hier que cette offensive constituait une menace pour les champs pétroliers du nord de l'Irak. Évoquant l'aide de la France à l'Irak, payée en partie par le pétrole irakien, le responsable iranien affirmait que « l'économie française était aussi en danger ».

L'autre objectif de cette offensive, devait préciser le président du Majlis, « est de prouver au monde, qui prétend que nous ne contrôlons pas le Kurdistan, que nous avons la possibilité de faire la guerre dans cette région difficile et montagneuse, tout en dominant la situation ailleurs ». Cette région est, en effet, le fief des Kurdes, à cheval sur la frontière irako-iranienne et certains groupes de Kurdes combattent depuis des années contre les Iraniens comme contre les Irakiens.

L'embaras de Bagdad

République islamique, le journal du principal parti iranien, condamnait cependant, samedi, les attentats contre les locaux français commis jeudi à Téhéran par l'A.S.A.L.A.

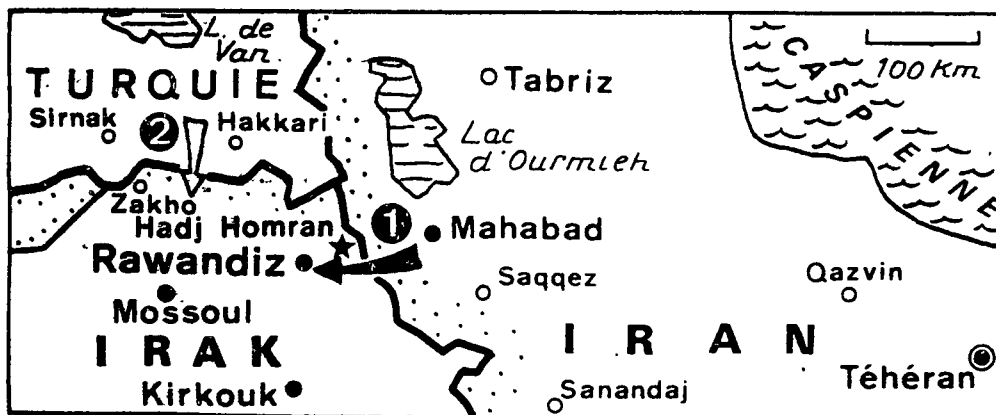
Selon Radio Bagdad, des combats acharnés se poursuivent toujours. Trois bataillons d'infanterie, un motorisé et deux de troupes de choc, auraient été éliminés, soit 800 soldats iraniens tués dimanche et 600 tués samedi. Le porte-parole n'a pas

donné les pertes irakiennes que l'Irak chiffrerait samedi soir à 3 600 tués ou blessés.

L'embaras du régime irakien devant l'offensive iranienne, qui l'a apparemment pris au dépourvu, s'explique par les difficultés de Bagdad à contrôler les populations kurdes du Nord-Est. Plus qu'une véritable offensive contre l'Irak, l'opération actuelle viserait en premier lieu à contrôler les axes d'approvisionnements des Kurdes iraniens.

L'attitude d'attente des autorités de Bagdad face à cette nouvelle attaque pourrait traduire la conviction qu'il ne s'agit que d'une diversion et que la véritable offensive se produira sur l'un des trois théâtres d'opérations où de telles attaques ont déjà eu lieu : Mandali (au nord-ouest de Bagdad), Missan (au sud-est) et la région de Bassorah (à l'extrême sud du pays). (A.F.P., A.P., Reuter.)

● Téhéran (A.F.P.) – Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a averti, hier, que l'Iran bloquerait les exportations pétrolières des pays du Golfe si l'Irak bloquait les exportations de pétrole iraniennes. « Le régime sioniste d'Irak sait que si un trouble quelconque est créé pour l'exportation du pétrole iranien, aucun pays de la région ne pourra plus exporter son pétrole. Ainsi, il menace la totalité de la région », a déclaré M. Velayati, interrogé par Radio-Téhéran. C'est la première fois que l'Iran menace de s'attaquer aux exportations pétrolières des pays du Golfe.



1. L'axe de la nouvelle offensive iranienne au nord de l'Irak.

2. La flèche blanche localise le secteur où l'armée turque avait, à la fin du mois de mai, poursuivi les séparatistes kurdes en territoire irakien. (Carté d'Henri JACQUINET)

L'AURORÉ

25 JUILLET 1983

L'EXPRESS

Kurdes : guerre à Khomeiny

par Christian Dubois



Province irrédentiste de l'Iran, le Kurdistan, 100 000 km², n'a jamais cessé de crier son droit à la différence. « La démocratie pour l'Iran, l'autonomie pour le Kurdistan », proclame tout un peuple en insurrection. Hier sous le Shah, aujourd'hui sous Khomeiny, les Pechmergas (combattants kurdes) continuent de se battre contre les armées de Téhéran. Seuls, et dans l'indifférence de l'opinion internationale. Christian Dubois revient de ce pays martyr. Sous ce pseudonyme se dissimule un homme qui entend aider les Kurdes à survivre et, donc, retourner au Kurdistan iranien.

Si les soldats de Khomeiny tiennent les axes et les villes, ils ne parviennent pas à occuper les montagnes kurdes. A dr, kak Ali, kak Abou et kak Massoud (kak signifie « celui qui suit le même chemin »).



Le Kurdistan, ça n'existe pas sur les cartes, mais je l'ai vu survivre au début de juillet 1983. J'en reviens. Je suis entré au Kurdistan iranien en passant par l'Irak. J'allais chez Abdoul Rahman Ghassemlo, le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (P.d.k.i.), un intellectuel sage devenu chef de guerre, la nouvelle figure de proue de mouvement national. Terrible balancier de l'oppression : les alliances changent souvent chez les Kurdes. Les Kurdes iraniens d'aujourd'hui se battent seuls, en Iran, contre Khomeiny, le prophète dément de l'islam chi'ite. Ils sont aidés par l'Irak, en conflit depuis deux ans avec son voisin. Les restes du parti de Mustapha Barzani (1) sont devenus des traîtres. Ils soutiennent Khomeiny et combattent leurs frères d'Iran. Le fils du grand Mustapha, mort entre-temps aux Etats-Unis, Idriss Barzani, réside à Téhéran, dans le ventre fécond de la terreur islamique. Lui, l'Irakien, est emporté par la logique féroce de l'éclatement d'un peuple, par la fatalité minoritaire qui semble exiger

(1) Le général Barzani, figure du mouvement nationaliste kurde irakien, a tenté d'organiser l'autonomie du Kurdistan irakien dans les années 70.

que l'on se batte d'abord contre l'ennemi principal, le sien, au risque de nuire à l'intérêt commun.

Une voiture japonaise est venue nous prendre dans un hôtel de Kirkouk où la Sécurité militaire nous avait relégués. Nous montons plus au nord encore, franchissant des barrages sévères, profitant d'un convoi civil que protègent les automitrailleuses de l'Armée irakienne. Toute cette zone, y compris Kirkouk, Soulaïmanié et les champs pétrolifères, est région traditionnellement kurde. On y croise des hommes

armés, en vêtements traditionnels. Dans les souks, on ne parle que le kurde. L'Irak, seul des pays de la région, a produit un statut d'autonomie balbutiante qui autorise les Kurdes à employer leur langue nationale.

Les postes de contrôle se font plus rares. On a vérifié longuement nos identités et retenu nos passeports. Une dernière tasse de thé avec la police militaire, l'achat de lampes de poche, et nous poursuivons notre chemin dans la montagne. Il n'y a plus de route carrossable. Nous stoppons sous un fortin. Un jeune lieutenant qui veille aux marches de l'Irak vient saluer notre chauffeur. Il connaît les Kurdes iraniens et les alliances actuelles. Notre chauffeur disparaît vers les pierres du torrent. Une heure de conversation pour confirmer auprès du lieutenant que la haine de Khomeiny est vivace parmi les forces de Saddam Hussein, et voici les mules et les muletiers, le premier relais d'une chaîne de postes qui parcourent tout le Kurdistan. Nous cousons à grands points de corde nos quelques bagages dans des sacs de toile répartis sur les flancs de ces animaux aux pieds sûrs. En selle : devant nous quatre heures encore de territoire ira-

KURDISTAN

→ kien — une zone de sécurité que surveille l'aviation de Bagdad — puis la frontière iranienne marquée par quelques trous de bombes. Dans sept heures, nous serons au bureau politique du P.d.k.i.

Qu'est-ce qui les distingue, ces Kurdes, de ces poussières de peuples en lutte dans un tiers monde devenu flou ? Pas les armes, bien sûr, c'est devenu trop banal. Pas l'oppression, qui est monnaie courante, pas l'injustice. D'abord, le nombre : ils sont plus de 20 millions qui survivent ou meurent au mieux à la dernière page des journaux, quand le petit « Polisario » fait du tapage. Les frontières, ensuite, ces tracés-sacro-saints que les colonisateurs ont imposés aux colonisés. Avec

les Kurdes, l'héritage est lourd, ce peuple sans nation s'étend sur cinq Etats : l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie et l'U.R.S.S.

Qu'est-ce qu'ils ont de particulier, ces Kurdes dont on ne parle jamais, sauf lorsqu'un de leurs cinéastes, l'auteur de « Yol », ramporte, à Cannes, la palme d'or ? Les mariés s'habillent de rouge et les femmes en deuil se coupent les cheveux. Les hommes

portent de larges ceintures sur un pantalon bouffant comme celui des zouaves de nos gravures anciennes ; rares sont ceux qui n'ont pas de moustache ; ils boivent du thé à longueur de journée, en le versant dans les sous-tasses qui ne les quittent jamais sur les chemins de montagne, ils transportent aussi, dans un sac de cotonnade, des blocs de sucre, qu'ils cassent à l'aide d'un marteau spécial. Seuls, depuis longtemps, ils se battent, de l'intérieur, contre l'iman fou, Khomeiny, le bourreau de Dieu. Mais, surtout, ils constituent l'unique mouvement de libération du tiers monde qui affirme, les armes à la main, que la démocratie vaut la peine qu'on meure pour elle. Les militants et les responsables du P.d.k.i. ne recourent pas aux clichés rapiécés du marxisme. Ils se battent pour le pluripartisme, le droit de vote et de pensée. Ce sont les alliés des démocraties européennes. Ces démocraties les abandonnent. Elles sont

tentées par d'autres combats, plus bruyants, plus équivoques...

L'histoire se raconte autour des feux de bois, à la halte, aux côtés des sources, dans les montagnes, qui frôlent les 4 000 mètres, et dans les maisons de terre, sur les tapis persans des pièces de séjour, où l'on pénètre en ôtant ses chaussures. Scène de bataille : un Pechmerga a fait prisonnier l'un de ces Gardiens de la Révolution de Khomeiny, un Pasdar — on dit Pastar au Kurdistan. Sous la menace de son arme, il entreprend d'évacuer le prisonnier, car la place est dangereuse et les obus pleuvent. Avant la bataille, les mollahs iraniens conditionnent les jeunes recrues, dont l'âge varie entre 17 et 25 ans. C'est l'hypnose précédant le sacrifice, qui conduira au paradis.

« Dégage vite, ordonne le Pechmerga, l'endroit est dangereux.

— Je ne bougerai pas, et tes menaces ne peuvent rien. Allah seul est maître de la destinée.

— Dépêche-toi, nous risquons de mourir tous les deux sous les bombes, allez, debout, ou je tire !

— Tes balles ne peuvent pas pénétrer mon corps, tu ne peux pas m'atteindre.

— Ça suffit, dit le Pechmerga, nous devons partir, si je te loge une balle dans le gras de la cuisse, tu me croiras et tu me suivras.

— Si ta balle rentre dans ma jambe, je te suivrai, mais le mollah m'a mis en garde contre tes mensonges. Ta balle ne pénétrera pas mon corps. »

Le Pechmerga tire une balle de Kalachnikov dans la partie superficielle de la cuisse du Pastar. Du sang sainte.

« Allez viens vite à l'abri. » Le Persan ne veut rien savoir.

« Ce n'est pas la partie noble de mon individu ; les balles ne peuvent rien contre mon haut de corps. Allah est grand et tu es le diable. »

Les bombes tombent. Le Pechmerga se décourage. Il a visé la tête et le Pastar meurt.

« Que peut-on faire contre de tels fanatiques ? Le Coran est appliqué à la lettre par Khomeiny. C'est ça l'islam, et non les interprétations édulcorées qui sont à la mode chez vos intellectuels. »

L'homme qui nous parle a l'accent d'Oxford. Kak Fattah, membre du bureau politique, est un ancien professeur, un lettré trapu à la tête couronnée de cheveux blancs. Pieds nus, il s'accroupit dans les fauteuils ou se fixe par terre, tel un adepte du yoga. Il lit tout, même le dictionnaire, et, pour l'heure, écoute avec ravissement le discours de la reine Elisabeth II devant la Chambre

des Lords. « Quelle est la meilleure démocratie pour vous ? » me demande-t-il. J'hésite. « Les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne ? » Il s'exclame : « Allons ! l'Habeas corpus est né en Angleterre, et regardez, dans la région des Falkand, l'Angleterre avait juridiquement raison, quel que soit l'avenir de ces îles. » Cet intellectuel, qui suit l'actualité, l'évolution de la crise polonaise, l'éclatement de l'O.I.p. et la mise sur orbite des satellites européens, garde un vieux sentiment pour un socialisme anarchiste et romantique. Il raisonne tous azimuts : « Les Soviétiques, un jour, céderont devant le peuple polonais... Ne croyez-vous pas que, avec leurs immenses territoires, les Arabes pourraient accueillir les Juifs et leur technologie d'avenir, affirmer le droit à l'existence d'Israël, plutôt que d'en venir à s'assassiner entre eux ? » Kak Fattah a été emprisonné à deux reprises, pour plusieurs années, ce qui a accentué son désir de dévorer l'instant. Lorsqu'il boit, il absorbe beaucoup d'alcool. Lorsqu'il rit, il tonitrué : « Profitez, sait-on de quoi sera fait demain. »

Kak Fattah étudie avec attention les conventions de Genève. Demain, il sera un redoutable interlocuteur pour les hommes de la Croix-Rouge internationale, à qui il reproche de ne pas agir au Kurdistan. Toujours les mêmes raisons évoquées : la Croix-Rouge ne peut intervenir lors des guerres civiles qu'avec l'assentiment du gouvernement central. Et kak Fattah s'insurge, car il sait son peuple démuné de soins médicaux, hormis ceux que prodiguent d'héroïques médecins français, que de très rares journalistes ne s'étonnent même plus de trouver à risquer leur vie bénévolement dans les culs-de-basse-fosse du monde. Pour le moment, kak Fattah voudrait que la Croix-Rouge prenne en charge 51 prisonniers, des Gardiens de la Révolution, soldats et officiers. L'Irak accepte de les voir transiter sur son territoire, mais l'Iran de Khomeiny ne souhaite pas récupérer ses fils. « Au contraire, affirme kak Fattah, la plupart des prisonniers que nous avons relâchés ont été exécutés à leur retour par la police de Khomeiny. Pour démontrer la cruauté des Kurdes, on avait déjà annoncé leurs morts à leurs familles, qui les croyaient logés au paradis d'Allah. Il ne fallait pas démentir. »

Les Kurdes ont fait prisonniers plus de 2 000 soldats et officiers de Khomeiny. Ils ont tous été relâchés, sans procès. A l'exception d'un seul, une brute responsable de plusieurs dizaines d'assassinats. Pour celui-là seulement,



le P.d.k.i. a fait siéger sa cour de justice, avec trois magistrats professionnels. Et on a exécuté le bourreau.

Kak ne veut pas dire camarade, insistent nos interlocuteurs. Cela signifie « Ceux qui suivent le même chemin ». Autre maître mot : Pechmerga. Littéralement, les Pechmergas, les guerriers kurdes, sont des trompe-la-mort, ils sont prêts à mourir avant les autres. En fait, ces guérilleros efficaces n'ont rien de suicidaires. Face aux troupes fanatisées de Khomeiny, on admet qu'il meurt moins d'un Pechmerga pour plus de dix Pastars. Est-ce suffisant pour imaginer les soldats kurdes comme des baroudeurs qui roulent des mécaniques ? Non. Depuis des siècles, ils naissent avec des carabines sous leurs oreillers et des pistolets à la ceinture. Cette habitude a produit des maquisards redoutables, mais civilisés. Ils rendent un culte à la liberté, pas à la violence.

Cascades, montagnes arides, gorges propices, rochers et défilés : ce décor propre à l'embuscade mêle l'esthétique et la morale des westerns, les bons contre les méchants. A la moindre occasion, les Pechmergas vous offrent leur cheval et sautent sur l'étalon le plus ombrageux pour galoper en riant de bonheur sur des sentiers de catastrophe, frôlant le vide, la main gauche tenant les rênes bien à plat sur l'encolure.

Devant ces spectacles virils, les femmes des villages haussent à peine les épaules et continuent de modeler à pleines mains des pains d'excréments et de paille, qui, séchés, serviront de combustibles pendant l'hiver, lorsque les maisons seront recouvertes de plusieurs mètres de neige. La répartition traditionnelle des tâches distribue encore aux hommes la préparation rituelle du thé et la guerre ; aux femmes, elle attribue les rudes tâches de la vie quotidienne. Mais un mouvement s'amorce. J'ai vu des femmes en uniforme de combat et, chaque fois qu'un couple travaillait dans les champs, coupant le blé ou rentrant les foin, les Pechmergas de notre caravane m'alertaient à grands cris, me sachant à l'affût de ces indices d'égalité. Ne soyons pas naïfs, ils ont encore de la route à faire, les Kurdes. Une oppression peut en cacher une autre et la plus petite des minorités persécutées peut se révéler ensuite comme une majorité assassine. Il faut garder en mémoire le rôle joué par les mercenaires kurdes dans le génocide des Arméniens, en Turquie, entre 1915 et 1917.

Pour l'instant, les Kurdes se servent

de leurs armes pour que s'instaure une justice et ils ne terrorisent personne. Ils tentent aussi d'égaliser les chances des femmes. Dans les combats, ils se montrent très économes de la vie humaine. Ils préfèrent ne pas s'encombrer d'armes saisies et de prisonniers, afin d'assurer la retraite à leurs partisans. Les Kurdes sont les moins guerriers des guérilleros. Enfin et surtout, nous en revenons à cette divine surprise : le marxisme obligatoire aux combats du tiers monde n'est pas, ici, proclamé. La démocratie, qui reste l'objectif principal, n'intéresse pas les touristes révolutionnaires et contribue à l'isolement des combattants du P.d.k.i.

« Il n'y aura plus de gendarmes du Shah ou de Khomeiny pour vous torturer ou vous assassiner. Vous parlerez

que mal dans nos pantalons étroits, sur les tapis, autour d'un plat de tomates, de concombres, d'herbes et de riz, arrosés de lait fermenté, dans la pièce du premier étage de la maison de terre où siège le bureau politique du P.d.k.i. Le petit village s'adosse à la montagne, non loin de la frontière irakienne. Devant nous, la vallée où travaillent les paysans. Quelques Pechmergas veillent autour de la maison, qui recevra bientôt le comité central du P.d.k.i. Les autres, invisibles, montent la garde sur les sommets. « Un jour, Khomeiny mourra et ce sera la fin, nous aurons gagné. Pour l'instant, nous luttons, et de 15 à 20 Pastars meurent pour un de nos Pechmergas. Et nous ne sommes plus seuls, nous avons formé un front, avec Bani Sadr, Radjavi, des Moudja-



Les femmes kurdes ne sont pas voilées.

et apprendrez à écrire kurde. On construira enfin des hôpitaux, des écoles et des maisons, chez vous, au Kurdistan. Pour réaliser cet objectif essentiel du P.d.k.i., notre slogan n° 1 doit être : le rétablissement de la démocratie en Iran... » Fine moustache, l'œil brillant d'un intellectuel de la Rive gauche sous le turban traditionnel, Abdoul Rahman Ghassemlou s'exprime dans un français nuancé et fleuri. Cet économiste étudia à la Sorbonne et à l'université de Prague, y épousa une Tchèque. Il parle sept langues. Ses deux filles habitent en France. Il est né voici cinquante et un ans dans la région de Razailleh.

Cet homme est une chance pour l'Iran, même s'il demeure sans illusion sur sa destinée personnelle : « Un Kurde ne sera jamais le leader de l'Iran, mais il est celui qui ose se battre contre Khomeiny. » Enviant la souplesse des genoux et des hanches de nos hôtes, nous sommes assis, tant bien

hidin du peuple et trois autres groupes de gauche... » Ghassemlou omet de rappeler la conduite antérieure de Bani Sadr, qui, lorsqu'il était aux affaires, envoya le premier les troupes iraniennes à l'assaut d'un Kurdistan qui organisait son autonomie. La première bataille eut lieu en août 1979 et, depuis, le « territoire libre » du Kurdistan se rétrécit sans cesse. Les villes et les axes routiers sont, dans la journée, propriétés des Gardiens de la Révolution. La montagne et la nuit appartiennent aux 12 000 Pechmergas du P.d.k.i. et aux quelques centaines de partisans gauchistes qui sont devenus leurs alliés. Contenus avec de lourdes pertes sur le front avec l'Irak, les troupes de Khomeiny ont besoin d'une victoire face aux Kurdes. Ghassemlou affirme que le mécontentement grandit en Iran. J'ai tendance à croire que le pouvoir des 180 000 mollahs professionnels de l'Iran satisfait les hommes de ce pays,

→

KURDISTAN

→
ceux qu'on dit de base, en procurant au plus médiocre un prétexte à opprimer sa mère, sa fille ou à surveiller son immeuble, tout en gagnant son paradis. Le secrétaire général du P.d.k.i. est plus optimiste. Il rit franchement : « Malheureusement, la famille de Khomeiny compte plusieurs centaines. L'oisiveté et la religion profitent à l'organisme. »

Aux côtés de Ghassemlou, deux autres membres du bureau politique, les kaks Djelil et Saïd, l'organisateur, ancien ingénieur chimiste. Ghassemlou les prend à témoin : « On me reproche assez de mettre la démocratie partout et mes amis pensent qu'il s'agit trop souvent d'un frein pour l'action, surtout en période de guerre. Je crois le contraire. Ainsi, nous réunissons le comité central pour discuter et arrêter la politique du parti, malgré les difficultés du trajet. Certains viennent du Nord, à plus de trois semaines de marche. Mais c'est parce que nous expliquons toujours et sollicitons les avis que nous représentons près de 85 % des Kurdes d'Iran ! » Kak Djelil intervient en un français plus hésitant : « C'est aussi pour cela que, pour la première fois, les Kurdes ne se battent pas entre eux et que nous accueillons les gauchistes et leurs erreurs à nos côtés. Il faut que chacun fasse son expérience. »

Je presse Ghassemlou d'écrire un



Abdoul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien.

livre. Il est actuellement le seul qui puisse prouver que le combat du tiers monde contre l'oppression peut se réclamer de la démocratie et que le marxisme n'est pas une fatalité historique. Ghassemlou rit encore : « Je fais semblant d'être malade pour pouvoir lire pendant quelques heures. En ce moment, je lis en tchèque un livre de Kazantzakis. Je l'ai promis à ma femme. Avec les éditoriaux pour la radio, les décisions politiques, les visites sur les fronts, je n'ai pas le temps. Un jour, oui, il faudra revenir sur le socialisme dont nous rêvons et sur la démocratie que nous pouvons construire. Vous verrez que nos paysans comprennent la différence.

Parlez-leur ! Ils savent que notre combat est clair : démocratie pour l'Iran, autonomie pour le Kurdistan. C'est le devoir de notre génération. La suivante aura à compter avec l'indépendance. Peut-être... »

Lorsque le premier coup de feu brise le silence de l'embuscade, la théorie de la guerre s'oublie. Seule la bravoure compte. Alors, on s'aperçoit que les Pastars se regroupent frileusement. Ils croient se protéger les uns les autres. C'est une erreur. Les Pechmergas, eux, restent toujours isolés. Ils progressent ou battent en retraite un par un. On ne peut jamais tuer deux Pechmergas ensemble. C'est vrai que les Pastars sont devenus plus aguerris avec les années, mais ils ne savent plus pourquoi ils se battent. Il y a un proverbe kurde qui dit : « S'il y a beaucoup de combattants, il y aura beaucoup de morts chez eux... »

Kak Abou nous accompagne vers le Sud, responsable devant Ghassemlou de notre sécurité. A mule, à cheval ou à pied, pendant dix jours, Kak Abou améliorera sans cesse ses éléments de français et d'anglais. Et nous vérifierons ses opinions sur les embuscades, lors du passage des routes et du contour des villes : Sardach, Bané, Saccez. Kak Abou vient de Saccez. Il a fait de la prison là-bas pour avoir manifesté contre le Shah. Aujourd'hui, il pourrait revenir la nuit visiter sa famille. Il n'enfreint pas les consignes.

Tribulations kurdes

L'Empire ottoman s'effondre à la fin de la Première Guerre mondiale. Les vainqueurs se partagent le Proche-Orient : Syrie, Liban, Irak, Jordanie. Les Kurdes, jusque-là scindés en deux au profit des Turcs et des Perses, se voient de plus rattachés à la province pétrolière de Mossoul par les Britanniques, qui gèrent l'Irak. Des minorités kurdes se retrouvent également en Syrie et en U.R.S.S. Les révoltes reprennent dans les années 20 et 30 en Iran, en Irak et en Turquie. Plusieurs centaines de milliers de Kurdes sont déportés et massacrés par Mustapha Kemal, cet homme auquel ils ont fait confiance, le jugeant progressiste ! Dès 1924, toutes les organisations politiques et religieuses, toutes les écoles et les publications en langue kurde sont interdites en Turquie

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans le chaos iranien, les

Kurdes proclament une très éphémère République de Mahabad, qui restera le rêve et le modèle de tous les nationalistes.

En Turquie, les Kurdes demeurent persécutés. Des exécutions massives ont eu lieu, il y a quelques semaines, dans l'effroyable prison de Diyarbakir. Pas d'écoles, pas de publications. Aucun droit culturel pour ceux que l'on nomme les « Turcs des montagnes ». Leurs provinces sont éternellement placées sous la loi martiale. Parler kurde sur un marché coûte plusieurs années de prison. Seule l'analphabétisme protège la langue et la culture orale. En Syrie, le million de Kurdes ne bénéficient d'aucun droit culturel.

En Irak, le général Kassem renverse la monarchie hachémite, en 1958, et reconnaît quelques droits éphémères au peuple kurde. En 1961, sous la direction du chef de légende

que fut Mustapha Barzani, les Kurdes d'Irak entament la lutte armée pour l'autonomie. Mélanges successifs d'alliances conjoncturelles : les Soviétiques soutiennent les Kurdes jusqu'en 1971 et ensuite le gouvernement de Bagdad, Barzani se tourne alors vers le Shah et les Américains. La conférence d'Alger, en 1975, voit la réconciliation entre le Shah et Saddam Hussein. Aussitôt, la frontière est fermée entre les deux pays et le massacre commence.

Aujourd'hui, les Kurdes irakiens possèdent des droits culturels au sein d'une région autonome limitée et quadrillée par l'Armée. Les zones pétrolières, arabisées, échappent à leur contrôle. Cette autonomie limitée reste cependant un atout politique et un précédent essentiel.

En Iran, les Kurdes aident au renversement du Shah. Khomeiny leur promet l'autonomie. Pendant plus d'un an, ils organisent leur province. Puis Khomeiny, le mollah chi'ite, lance ses troupes à l'assaut des Kurdes, en majorité sunnites.

« La démocratie du parti, c'est aussi de combattre l'anarchie habituelle des Kurdes, dit-il. Ils se prennent tous pour des guerriers, mais ils ont besoin de notre école de guerre pour coordonner les actions, apprendre la stratégie contre les 130 000 ou 150 000 soldats iraniens lâchés contre nous. » Depuis quatre ans, on estime que les Gardiens de la Révolution et les soldats de Khomeiny ont eu 25 000 morts au Kurdistan.

Kak Nasser, 32 ans, trois enfants, le frère d'Abou, est le véritable guide de l'expédition, à travers les cirques de montagne, les neiges éternelles et les plaines dangereuses qui frôlent les villes. Ils retrouveront Massoud, le troisième frère, dans le village de

et le marteau. Nasser rigole. Abou, plus réservé, nous met en garde contre les récits de bataille qu'on nous fournit : « Oui, ce sont nos alliés, nous les laissons administrer leur micro-village et faire toutes les erreurs de la réforme agraire imposée, mais de là à les croire ! Ils ne se battent pas, ce sont des intellectuels de Téhéran, repliés chez nous... » Au Kurdistan d'Iran, les gauchistes sont regroupés dans une organisation qui se nomme Komala, sous la direction d'Abdulla Moctadi. Selon Abou, les marxistes de tendance populiste sont plus influents que les maoïstes. Le tout à 3 000 mètres d'altitude, dans un paysage à faire pâlir les westerns spaghetti !

Au Kurdistan en guerre, les possibi-



Kak Fattah (à g.), membre du Bureau politique du P.d.k.i. : un intellectuel libéral.

Cekutch, plus au sud. Ce sera une vraie fête familiale, avec rodéo et grandes rigolades. Les trois Pechmergas touchent du parti le dérisoire salaire mensuel de 300 toumans, de quoi payer les cigarettes. Tous les Pechmergas sont volontaires.

Un matin, alors que nous mangions du yaourt à l'ombre d'un bouquet de bouleaux et que les Pechmergas se rasaient — ils y tiennent, face aux barbues de Khomeiny — une fusillade éclate qui ne fait pas bouger nos amis. Nasser explique, avec un rien de mépris : « Ce sont les fedayin du peuple qui s'entraînent. Ils gâchent les munitions. Nous, nous tirons sur l'ennemi. » Un peu plus tard, nous arrivons dans un village tenu par des maoïstes qui ressemblent à tous les gauchistes du monde : l'air doux pour expliquer au peuple, la barbe et le vêtement sale pour faire plus prolétaire. Aux murs, des affiches avec la faucille

lités sont réduites. Lorsqu'on n'attend pas l'ennemi au bord des routes et qu'on ne se penche pas vers une source odoriférante, si on n'est pas juché sur une mule, on se retrouve forcément assis en lotus à boire le thé dans des sous-tasses. Avec kak Sélim, le responsable politique de la zone Sud, et Mohamed, le commandant militaire. Tandem obligatoire d'un parti qui soumet les forces armées aux décisions des civils. Kak Sélim est un fils de famille aisé qui a longuement séjourné en Europe et en Turquie. Mohamed est un fils de paysan, qui se tient merveilleusement à cheval et combat à la tête des 300 Pechmergas de la région. Nous sommes en plein ramadan et, dans ce village, 2 habitants sur 220 observent le jeûne, ce qui nous fournit un sujet de plaisanterie pour la soirée. A 5 heures, le pays se fige : c'est l'heure de Radio Kurdistan. Il existe un système de transmission à travers les montagnes

pour que la station de radio, proche du bureau politique, puisse recueillir les informations et les recouper soigneusement. Le speaker parle avec une voix grave qui correspond mal à son physique fluet. Ce jour-là, le 20 juin 1983, les nouvelles du front étaient bonnes pour les volontaires du P.d.k.i. Une embuscade sur la route de Houchnavieh à Nagadeh, à 5 heures de l'après-midi. Les renforts aussi tombent dans le piège : 70 morts chez les Pastars, une victime chez les Pechmergas et des gains en armes et en munitions, dont un canon de 160 mm et deux mitrailleuses de 65 mm. C'est la troisième opération de ce type en trois mois. Une autre embuscade sur la route de Saccez à Piranchar. Les Pechmergas ont attendus douze heures avant de mettre hors de combat 40 soldats et d'en blesser 10. Deux Pechmergas ont été touchés. Une attaque a eu lieu à l'intérieur de la ville de Saccez, dans une caserne appelée, Kasnazan. Notre ami Abou se réjouit en écoutant les nouvelles de sa ville. Mais le commandant de la branche des Pechmergas, Kader Xalifedazeh, a été tué et 7 Pechmergas ont été blessés. Comme je m'étonne de la disproportion des victimes, le speaker entame la longue liste des Kurdes de Mahamed qui ont été fusillés en représailles, équilibrant les comptes.

Nous sommes toujours assis en rond. Le fils du commandant Mohamed, Salak, un enfant blond de 6 ans avec des yeux bleus, nous rejoint. Sélim écoute la Voix d'Israël en langue kurde, pendant que nous buvons notre vingtième sous-tasse de thé. Puis nous passons à Radio Moscou. Tous les hommes ricanent. C'est la Voix du parti Toudeh, le P.c. iranien. Pendant toutes ces dernières années, Radio Moscou dénonçait les Kurdes en les traitant de valets de l'impérialisme américain. Depuis que les militants de Toudeh ont été emprisonnés par Khomeiny, le ton a changé et Radio Moscou salue la « juste lutte » des Kurdes...

La nuit tombe, un mouton a été tué en notre honneur. Tout à l'heure, nous en mangerons les parties nobles, à peine grillées. Kak Sélim nous parle de son ancien idéal socialiste et de ce qu'il en reste. Il nous montre son chapelet. Il fait glisser un premier grain : « Un homme » ; un second : « Un démocrate » ; un troisième : « Un Kurde ». « Voilà mon credo, dit-il. Le reste... »

Demain, nous repartons vers l'Europe. ■

Copyright © 1983 L'Express

The Middle East August 1983

The Gulf war has given Kurdish guerrillas in both Iraq and Iran their chance to resume fighting. Terry Povey examines their new strategies – and their old divisions – in the light of recent clashes in Iraq.

Kurdish headache for Baghdad and Tehran

The recent Turkish military intervention in northern Iraq was ostensibly aimed at the bases of Kurdish guerrillas who cross the border to attack targets inside Turkey. But it was also an admission of Iraqi weakness. For, unlike Iran, which for the moment is able to fight both Iraq and its own Kurds, Iraq is fully occupied holding its own in the Gulf war.

According to one Iraqi official, the government tells its troops, when dealing with Kurds, "Don't fire unless you are fired upon first; stay in your barracks." This enabled the main Kurdish groups, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdish Democratic Party-Provisional leadership (KDP-PR), led by Masaoud and Idris Barzani, to move fairly freely in their region, although the extent of their real control is in doubt.

The KDP-PR, along with the United Socialist Party of Kurdistan (USPK – a breakaway from Jalal Talabani's PUK), both receive support from Tehran and as a result have clashed with the PUK. The Iraqi Communist Party, driven out of Baghdad when the Baathist regime turned away from Moscow, also has partisans in the Kurdish region (co-operating with the KDP-PR and the USPK) and also clashed recently with the PUK, losing its headquarters and several military cadres in the process.

Bedevelled by internal divisions, the Iraqi Kurds are open to manipulation by Iran and Iraq. The KDP-PR even fights alongside the Iranian regular troops and revolutionary guards inside Iran against the Iranian Kurds.

The position is further complicated because Baghdad for the moment seems willing to make concessions to buy off Kurdish opposition by releasing political prisoners and holding back its troops. But how long this policy will continue once the war with Iran is over is another question. And the carrot policy has been accompanied by the stick of the Turkish attack.

Iraqi Kurds believe the aims of the Turkish attack were, first, to secure the Mossul-Zakho road; second, to create a 20-mile-wide security zone along the oil pipeline from Kirkuk to the Turkish border; and, third, to block the Kurds-Syria-northern Iraq arms route. It is not clear how successful the attack was, but the Kurds claim that Turkish army losses were high and that they were unable to withdraw.

The groups most affected by the Turkish attack were the KWP, the KUK and the KDP-PR (see box).

Iranian Kurds: outnumbered and outgunned

Armed Kurdish rebellion is at its highest level ever in Iran, where, after four years of fighting, the guerrillas are facing a determined onslaught by the regime's forces. "We intend this year to resolve the Kurdish problem once and for all," said Ayatollah Moussavi Ardebili recently.

Iran's Kurds know they face a tough battle for survival, at least until the snow falls in November. But they believe new tactics will enable them to carry on the fight for many years to come. Unlike the Iraqi

● Iraq-based

Patriotic Union of Kurdistan (PUK) – led by Jalal Talabani; friendly to Iranian Kurds.

Kurdish Democratic Party-Provisional leadership (KDP-PR) – led by Masaoud and Idris Barzani (sons of the late Kurdish leader Mulla Mustafa Barzani, who, until the 1975 Iraq-Iran agreement in Algiers, was backed by the Shah in guerrilla warfare against Iraq); supported by Tehran and uninterested in unity of Kurdish parties.

United Socialist Party of Kurdistan (USPK) – breakaway from PUK; now receives support from Iran.

● Turkey-based

Kurdish Workers' Party (KWP) – small leftist group hard-hit by recent Turkish round-up and incursion into Iraq.

Kurdish National Liberation Movement (KUK) – also hard-hit by Turkish incursion.

● Iran-based

Kurdish Democratic Party (KDP) – led by Dr Abdel-Rahman Ghassemlou; main party in Iranian Kurdistan, now regrouping after Iranian army offensive. **Komaleh** – leftist Kurdish party now working side by side with KDP, but with a socialist perspective.



War zone in Iranian Kurdistan



Kurds, who have been fighting an intermittent 20-year guerrilla war for recognition of their rights, the Iranian Kurds are relatively new to armed struggle. Since the 1979 Islamic revolution, much of the Kurdish region has been in the hands of the guerrilla groups.

"But through lack of experience we have made some elementary political and military mistakes," one of them admitted. "in particular by believing we could control large areas of land."

Not until last autumn did the two main guerrilla groups - the Kurdish Democratic Party (KDP), led by Dr Abdel-Rahman Ghassemlou, and the leftist Komalah - recognise that they could not do so, especially when they were outnumbered and outgunned by thousands of regular troops and revolutionary guards.

The lesson was learnt as a result of losing the Baneh-Sardasht road after a long battle (see our May issue, p19). The road is a 60-kilometre dirt and gravel route almost parallel to the border, and about 30 kilometres from the comparative safety of eastern Iraqi Kurdistan's high mountains, which are mostly in the hands of friendly Patriotic Union of Kurdistan (PUK) guerrillas.

Now, relying on widespread popular support, the Kurds have switched to more classical guerrilla tactics better suited to their highly mobile, lightly armed and dispersed forces. They have some 15,000 to 20,000 full-time peshmergas (fighters), mostly from the KDP and Komalah. The guerrillas stay in their home zones even when the main towns and roads are under

government control. This allows them to operate behind the lines, but makes large-scale mobilisation difficult.

There are some 60,000 government troops in Iranian Kurdistan: two regular army divisions (based in Orumieh and Sanandaj) and the equivalent of one division of revolutionary guards and militia units. These are backed by armoured helicopter gunships and Phantom fighter-bombers operating from bases such as Tabriz, Hamedan and Kermanshah.

The government forces have improved their tactics, no longer exposing themselves to ambush by trying to strike at key guerrilla bases. Instead, they are now concentrating their forces at strategic points and routes. They are directed by the regional military command centre in Orumieh, headed by the chief of ground forces, Colonel Sayyed Ali Shirazi, an ardent Khomeini supporter. Government successes have not sealed off Iranian Kurdistan, however, although they have carved up the area into a series of enclaves.

Out of necessity, the Kurds have recently taken a hard look at the political balance of power in Iran. They now realise that they can only make substantial progress when the central government is weak or distracted. After the Iranian revolution, the KDP had sought a measure of autonomy through a negotiated solution, maintaining a purely defensive military policy.

Indeed, because of the KDP's pre-June 1981 preference for a political solution, many key garrisons in Kurdish areas were left in the hands of the army, where good personal relations had been established

with certain officers. But when the regime launched its offensive, these officers obeyed government orders and the guerrillas had to fight on several fronts at once. The regular forces, on the other hand, had well-protected forts from which to mount their attacks.

Mediation by the People's Mojahedin, the armed Iranian opposition group, had brought former Iranian President Abolhasan Bani-Sadr and the KDP together in the Paris-based National Council of Resistance, a broad-based alliance of anti-Khomeini elements. The KDP believed that, if the Mojahedin and their allies could weaken the regime in Tehran, the military balance in Kurdistan would swing in the Kurds' favour. But several hundred Mojahedin members have in fact fled to Kurdistan, where they operate their own guerrilla units under KDP supervision.

Nevertheless, all is not going the regime's way. As the government now seeks to hold on to larger areas in Kurdistan, its troops, which face a hostile local population, have become increasingly vulnerable to attack. Guerrilla units operating behind army lines have scored significant successes over the past four months. From mid-March to mid-April, the guerrillas claimed to have killed 500 government soldiers for a loss of only 50 of their own.

The guerrillas are now coming to terms with the idea of a long struggle. The KDP and the Komalah have formed joint military commands in many areas and often organised joint operations.

'The people are with us, so we can go on'

Ultimately, none of the three governments will tolerate for long the existence of armed Kurds exercising de facto control in their regions. As yet, there are few signs of the Kurds coming together (although the leftist Turks, the PUK, the KDP and the Komalah have regular contact) to map out a regional strategy. The best that has been obtained is a mutual non-aggression pact with some limited assistance. Not surprisingly, the Tehran-financed groups will not be party to any such agreement.

For the time being, the eyes of most Kurds will be on Iran and on how the guerrillas cope with this year's offensive. The Iranian Kurds realise they cannot hope to win the day without help from the rest of the country, so that the regime faces simultaneous challenges in Tehran and elsewhere. Nor can they prevent the progressive encroachment of the government forces into their enclaves.

As one Kurdish activist put it, "When thousands of revolutionary guards and troops concentrate on capturing a particular point, there is little we can do except make it very expensive for them." But, he added, "The people are with us, so we can go on. No regime lasts for ever, and our desire for our national rights has outlived all of our opponents."

Métropole

Malgré la guerre à la frontière Iran-Irak Une équipe médicale lilloise est allée soigner les Kurdes

Un chirurgien lillois, le docteur Michel-Yves Grauwin, un anesthésiste lillois également (mais travaillant désormais à Valenciennes), M. Didier Goullard et une infirmière, toujours une Lilloise, Marie-Hélène Charlet, sont partis le 1^{er} avril pour le Kurdistan iranien. A l'appel d'un mouvement de résistance, le P.D.K.I (le parti démocrate du Kurdistan iranien), ils allaient soigner les populations locales, animer un hôpital, et aussi participer à la formation de personnel soignant. ■

LES deux hommes sont revenus fin juin, l'infirmière est encore là-bas. « Nous avons vécu comme les Kurdes, explique le docteur Grauwin, mangeant du riz et des pommes de terre essentiellement ; de la viande une fois par semaine. Nous dormions sur des matelas de mousse ». Il fallait subir les assauts des puces et des moustiques, se méfier des serpents. Les maisons ont des murs de briques séchées au soleil ou de cailloux empilés. Les toits sont faits de branchage. Il y avait possibilité d'une douche hebdomadaire.

Démocrates et laïcs

Le P.D.K.I., qui contrôle le secteur en pleine montagne, à la frontière Irak-Iran, prenait complètement en charge l'équipe médicale. Celle-ci était installée avec le matériel qu'elle avait apporté et aussi ce qui avait été récupéré dans d'autres hôpitaux de l'Aide médicale internationale (A.M.I.) qui avait dû les évacuer devant l'avance de l'armée iranienne. Celle-ci occupe les villes et contrôle presque toutes les voies importantes de communication.

La résistance kurde pratique la guérilla ; ses armes : des Kalachnikov, souvent récupérés sur les Iraniens, provenant par exemple de l'armée du shah que les Kurdes ont aidé à renverser. L'ayatollah ne leur en est pas exactement reconnaissant. Mas il faut dire que les Kurdes, à travers leurs mouvements de résistance, se présentent comme démocrates et laïcs.

Le docteur Augoyard

Mais les équipes médicales envoyées par A.M.I. — l'association dont dépendait le docteur Augoyard, récemment libéré d'Afghanistan — ne se mêlent ni de politique ni de religion. Elles accomplissent une mission humanitaire.

L'hôpital dans lequel travaillaient les Lillois est installé dans une ancienne école et contient douze lits. Les installations permettent la chirurgie (hernie, appendicite, etc) ou les soins à des blessés par accidents (enfant brûlé, etc) et par balles du fait de la guerre. Mais les actions militaires se déroulaient trop loin pour que les blessés graves soient transportables jusqu'à l'hôpital. Une mosquée voisine de l'école abritait vingt-cinq lits d'hôpital pour des malades divers, adultes et enfants. Deux interprètes assistaient l'équipe qui utilisait aussi l'anglais pour se faire comprendre. Il avait fallu installer un groupe électrogène, faire venir l'eau d'une source distante de 600 mètres. L'approvisionnement vient d'Irak, sauf le pain, ainsi que les lentilles et les abricots, cultivés sur place. Evidemment, cet approvisionnement est difficile et il risque de le devenir encore plus puisqu'un front de la guerre Iran-Irak, jusque-là cantonné au sud, s'ouvre dans le Kurdistan.

Le peuple kurde (au total une quinzaine de millions d'âmes) est une nation sans Etat. Il est réparti entre plusieurs pays : Iran, Irak, Turquie, Syrie et même un peu en U.R.S.S. Sauf dans ce dernier pays, il est persécuté un peu partout, parfois cruellement. Récemment encore, les Iraniens ont exécuté quelque soixante civils en représailles d'une incursion des résistants dans Mahabad, capitale du Kurdistan iranien.



Autour du personnel médical, des malades et des amis



L'équipe chirurgicale au travail

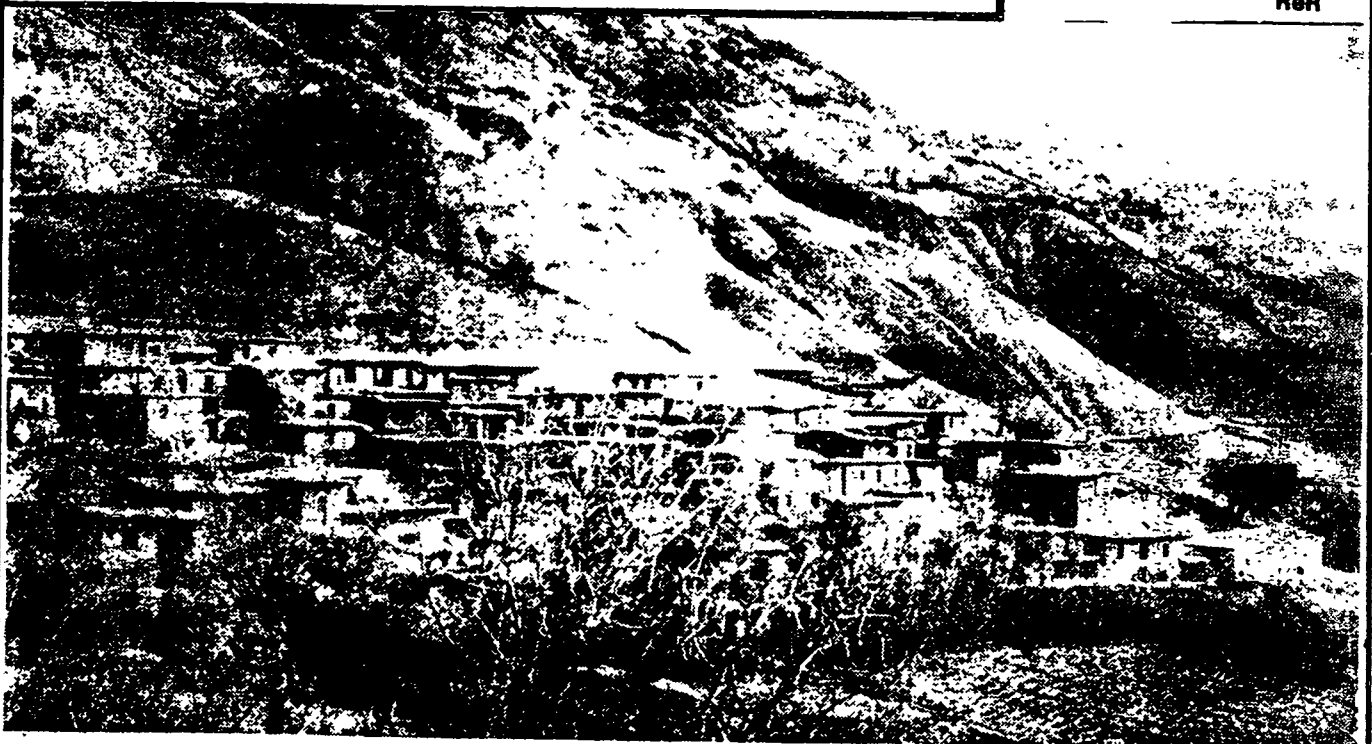
Des géomètres français

Ici ou là, on interdit aux Kurdes de se référer à leurs traditions, voire de pratiquer leur langue. La France aide humanitairement les Kurdes irakiens : ceux-ci sont intervenus naguère pour faire libérer des géomètres français prisonniers des Kurdes irakiens. Cette intervention leur a valu la bienveillance du gouvernement français.

Les missions médicales A.M.I. sont prises en charge par cette association qui vit de la générosité publique. En partant, le docteur Grauwir a reçu d'importants dons utiles, en particulier deux boîtes de chirurgie, une abdominale, l'autre osseuse, données par le professeur Pierre Decoux ; un équipement radiologique offert par le professeur Guy Lemaître.

A.M.I. reçoit les dons privés : son adresse est 119, rue des Amandiers, à Paris (75020), C.C.P. Paris 132 74 46 G.

ReR



La maison blanche, à droite de la photo (notre flèche) au bout du village, c'est l'hôpital

« Médecins du Monde » y créera un hôpital

Le docteur Fyot (Dijon) : Marche exploratoire en plein Kurdistan

Dijon - Les medecins experts en humanite n'ont pas renoncé. L'affaire Augoyard n'a pas entamé leur détermination.

Pionnier parmi les pionniers le docteur Fyot (Dijon) est, depuis hier de retour du Kurdistan. Du 9 au 28 juin il a retrouvé les membres de la plus vieille équipe qui lança par le monde l'aventure d'aide médicale à l'occasion du scandale biaïrais docteurs Kuchner Beres, Reccamier et Fyot Mission exploratrice sur un territoire non national mais ethnique aux créneaux de la triste guerre Iran-Irak, lieu de revendications anti-communistes autant qu'anti-khomeinistes.

Pour les « Médecins du monde » (1) - qui ont déjà connu l'Angola le Nicaragua l'Afghanistan et les Boat People - il s'agissait d'aller préparer l'installation d'un hôpital au cœur des montagnes kurdes où les besoins sont plus qu'urgents.



Poste de contrôle kurde entre l'Iran et l'Irak : les médecins l'atteignent à dos de mule...

(Photo UPI)

Le retour des pionniers

L'équipe médicale a reappris, pour l'occasion l'aventure. S'en aller retrouver, aux confins de ces monts oubliés, les rebelles kurdes du PDKT (et le secrétaire général, le docteur Ghasssemiou) n'est pas chose aisée. Il fallait partir de Bagdad marcher 15 heures par jour jusqu'au dernier poste militaire iraquien, pénétrer ensuite chez les maquisards.

Le docteur Fyot ne nous précise pas et pour cause ou il a exactement rencontré M. Ghasssemiou, ce « défenseur de la démocratie » dans cette région si troublée. Les kurdes rebelles défendent là « leur autonomie et non leur indépendance » à l'intérieur de l'Iran. Ils ont demandé un hôpital. Il y a déjà, là-bas celui de l'Aide Médicale Internationale, fonctionnant avec succès depuis deux ans. Mais le déplacement des zones d'accrochages et d'influences, dans une zone plus dure que toute autre, exige un nouvel effort. Les

« Perchmèrgas » ne sont actuellement que 12 000 contre 130 000 « Pardarans ».

autre équipe qui construira (en six semaines !) le fameux hôpital.

Un hôpital de 25 lits

L'équipe de Médecins du monde a donc convenu de la prochaine réalisation d'un hôpital de 25 lits, situé « ou il faut » (stratégie eau repli on n'en saura pas plus) auquel on adjoindra une école d'infirmiers fonctionnant par stages de 10 pendant 15 jours.

« Qu'au moins dit le docteur Fyot ils aient des infirmiers sur le terrain capables de faire les premiers gestes indispensables et que les malades ou blessés arrivent à l'hôpital pour y être, sauvés ». Revenus après de nombreuses péripéties (marches, rafales essuyées contre les menaces) les médecins vont envoyer dès la fin juillet une

Les derniers témoins...

Ainsi se trouve relancé le débat. Les médecins sont-ils les complices des rebelles kurdes ? « Nous revendiquons haut et fort », explique le docteur Fyot,

« sans franchir les frontières. Pour nous il s'agit d'aller où les autres ne vont pas. Bien sûr il est évident que le vrai

problème est créé par notre mariage. Notre présence est une gêne. Parce que sur place on ne peut nous empêcher d'être des témoins. On est médecin on soigne on guérit. A cet égard nous sommes peut-être les derniers et derniers témoins des Droits de l'homme. Et nous espérons bien faire reconnaître un jour notre droit au niveau

Michel HUVEI

(1) Médecins du monde
CCP 11669-07 H Paris



Le Kurdistan : une région enserrée entre cinq pays

DOSSIER

KURDISTAN

I ribelli della montagna

NELL'OVEST DELL'IRAN, UN INTERO POPOLO SI È RIBELLATO ALLA SPIETATA LEGGE DEGLI AYATOLLAH



Kurdistan. Nelle zone liberate del Kurdistan iraniano si arriva attraverso il cosiddetto «sentiero della guerriglia», simile al «sentiero di Ho Chi Minh» costruito dai vietcong ai tempi della guerra di Indocina.

È una strada tortuosa sui monti che segnano il confine tra l'Iran, la Turchia e l'Iraq. Più volte, i governi dei paesi confinanti hanno tentato, invano, di rendere impermeabile questo punto della frontiera comune. Per attraversare il «sentiero» bisogna essere accompagnati da una guida, e solo quelle curde possono garantire la sopravvivenza a chi tenta questa avventura sul dorso di un mulo. Ma nemmeno così si può essere sicuri di raggiungere la meta: ogni tanto, qualche carovana viene intercettata e attaccata dalle truppe di frontiera di uno dei paesi confinanti, e in particolare dai gendarmi turchi. Proprio qui, prima di imboccare il «sentiero», sono stati arrestati dai turchi un medico e un'infermiera di nazionalità francese che tentavano di raggiungere i loro compagni dell'organizzazione umanitaria *Medicine Sans Frontiere* nelle zone controllate dal *Partito Democratico del Kurdistan Iraniano (Pdki)*. I due trasportavano cinquecento chili di medicinali, e ciononostante sono stati accusati dalle autorità di Ankara di spionaggio militare.

L'intera area abitata dai curdi in Turchia è considerata zona militare. Nelle città curde, come Dyarbekir, Van e Hakkiri, anche il controllo del traffico è stato affidato ai militari.

Il regno dei peshmargah: Ma chi vuole visitare le zone liberate del Kurdistan non ha altra scelta. Da Teheran è impossibile raggiungere il Kurdistan, per chi non si rechi nella regione per motivi di servizio. La ragione del divieto è semplice: il governo di Teheran non controlla che i grandi centri e alcuni tratti delle strade provinciali. Il resto, circa 50 mila chilometri quadrati; è controllato dai *peshmargah*, i guerriglieri curdi che fanno capo al *Pdki* e ai *Komalh* (Comitati rivoluzionari). Ma nemmeno le grandi città sono tanto sicure per i *pasdaran* e per gli amministratori fedeli al vecchio *ayatollah* Khomeini. Il 22 aprile scorso, i *peshmargah* hanno attaccato Mahabad, la principale città della regione, occupandola per oltre ventiquattr'ore.

La stessa sorte era toccata, nelle settimane precedenti, ad altri centri urbani come Saqqaz, Sanandaj, Bukan, Piranshahr e Sardasht.

«Non rimangono più del necessario nelle città — spiega il segretario del *Pdki*, Abdolrahman Ghassemlu —. Non perché siamo incapaci di difendere una posizione militare, ma per evitare gli attacchi dell'Aviazione, che colpiscono principalmente i civili». In effetti, in passato, ogni volta che i *peshmargah* occupavano un centro urbano, arrivavano puntuali i *Phantom* e gli elicotteri *Kobra* dell'Aviazione a lanciare le loro bombe, causando diverse centinaia di vittime, principalmente tra i civili indifesi. «Khomeini — dice con un sorriso amaro sulle labbra un vecchio combattente curdo — non bada alle spese». Dopo aver attraversato a dorso di mulo le montagne, si cambia mezzo. Nella vallata, collegano i vari centri della resistenza una decina di *jeep* di fabbricazione sovietica o giapponese, che fanno parte del bottino di guerra. Su alcune gli stemmi dei *pasdaran* o dell'Esercito sono stati cancellati con una rapida pennellata di vernice, e sono ancora visibili.

Ospedali: Insieme a me, giungono anche alcuni medici francesi di *Medicine Sans Frontiere* (MSF), guidati dal medico parigino Guatrin. «La nostra organizzazione — dice Guatrin — è presente nel Kurdistan fin dal maggio '80 e dal settembre dello stesso anno abbiamo fatto entrare in funzione un ospedale chirurgico, a nord del centro di Shapour, che doveva coprire il triangolo Mahabad-Sardasht-Piranshahr. Ci hanno lavorato tre *équipes*, fino a quando la quarta è stata arrestata in Turchia, nell'aprile dell'81. Allora abbiamo dovuto sospendere per un certo tempo il nostro lavoro».

«Questo ospedale — afferma la dottoressa Florence Weber dell'*Aide Medical International* (AMI) — attualmente lo gestiamo noi, anche se con molte difficoltà. Il nostro problema principale è quello di reperire chirurghi e anestesisti disposti a rimanere per almeno sei mesi».

«Noi — continua Guatrin, al suo quarto viaggio in Kurdistan —, siamo ritornati qui nell'82 su invito dei *Komalah*, per mettere in piedi un nuovo ospedale nella zona tra Sardasht e Babeh con i mezzi che i *peshmargah* avevano recuperato dalla distruzione dell'ospedale governativo di Saqqaz». Nei due ospedali si effettuano attualmente 350 interventi l'anno, è stata organizzata una campagna di vaccinazione, si svolgono attività ambulatoriali e vengono distribuiti medicinali che arrivano dalla Francia. Anche nel campo dell'insegnamento si sono registrati note-

voli progressi sia rispetto ai tempi dello scia, che rispetto alle città attualmente sotto il controllo del governo di Teheran.

Il curdo a scuola: La scuola, in molti villaggi, è ospitata nella sede del Consiglio di villaggio. Di giorno ci sono i bambini, maschi e femmine nella stessa classe, al contrario di quanto accade nel resto del paese. Di sera, invece, arrivano gli adulti, contadini e *peshmargah*, che frequentano i corsi di alfabetizzazione. In un villaggio situato lungo la strada che da Sardasht porta a Piranshahr, abbiamo incontrato anche un terzo gruppo nella scuola: erano i *pasdaran* e i soldati semplici iraniani catturati dai curdi. Gli analfabeti frequentano corsi tenuti dai loro superiori, anch'essi prigionieri della resistenza curda. Da quest'anno, ai bambini curdi viene insegnata anche la propria lingua, oltre a quel-

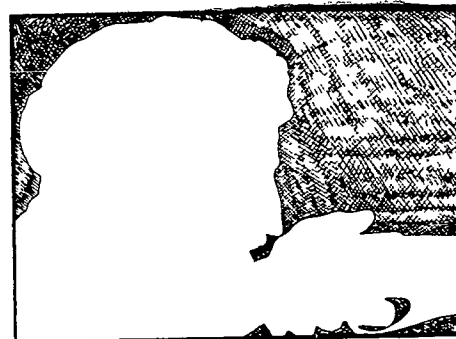


Sheik Ezzedin Mossein: l'autonomia è qualcosa di più di un sogno proibito

la persiana. Un libro di grammatica curda e un altro di storia sono stati preparati e stampati dal *Pdki* e distribuiti nelle zone liberate, anche in quei villaggi dove a comandare sono gli alleati avversari dei *Komalah*.

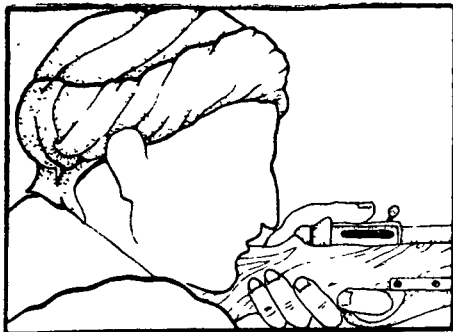
Consigli: A programmare la vita sociale nei villaggi, dall'insegnamento alla sanità e alla distribuzione dei beni, sono i Consigli di villaggio. Organismi a metà strada tra i soviet e le circoscrizioni italiane. I consiglieri vengono eletti dalla popolazione in assemblee che si tengono regolarmente nelle piazze dei villaggi o in aperta campagna.

Il numero dei consiglieri e la consistenza della loro forza pubblica ai loro ordini



Oltre duemila anni fa un popolo della Mesopotamia decideva di emigrare in cerca di nuovi pascoli per il bestiame. Dopo qualche mese di cammino, i curdi giunsero nel territorio che ancora oggi occupano, a cavallo tra Iran, Iraq, Siria, Turchia e Unione Sovietica.

Da allora, i curdi non hanno avuto pace: a brevi periodi d'integrazione nelle strutture politiche man mano che sorgevano nella regione (secondo alcuni storici, il famoso Saladino era un curdo) si sono alternati più frequenti periodi di rottura con le autorità centrali. Oggi, è l'Iran il fronte di lotta principale dei curdi: sulle montagne delle regioni di Kermanshaban, Kordestan e Azerbaijan i guerriglieri curdi, i peshmarga, tengono testa da oltre tre anni all'Esercito di Khomeini. Due sono le principali organizzazioni che guidano la lotta: il Partito Democratico del Kurdistan Iraniano e i Comitati Rivoluzionari (Komalah). Nelle zone liberate — di fatto, tutte le regioni popolate da curdi, esclusi i grandi centri nei quali è agevole il controllo dell'Esercito — i curdi hanno sviluppato un sistema amministrativo che è già l'embrione di un'autonomia realizzata. Per le caratteristiche della loro lotta, appoggiata dalla grande maggioranza della popolazione civile, e per il modo nel quale si svolge — su un vasto territorio liberato, i curdi non potevano non diventare un punto di riferimento obbligato per tutta la resistenza agli ayatollah. Dialogo Nord/Sud è andato a verificare cosa sta succedendo, e cosa sta cambiando nel Kurdistan iraniano.



DOSSIER

no poche, e di conseguenza sono mobili: i giudici infatti, si spostano a dorso di mulo di villaggio in villaggio. Ora, i quadri del Pdkî sono impegnati nella programmazione economica. Il Kurdistan iraniano è una zona agricola. Dall'inizio della guerra scarseggiano sementi e fertilizzanti, per non parlare del carburante. Negli ultimi due anni, i contadini curdi hanno dovuto ritornare ai vecchi sistemi e seminano e raccolgono i frutti della loro terra senza l'aiuto di alcun macchinario.

«Il risultato — dice Kak Mustata, un dirigente del Pdkî —, è stato una caduta della produttività del cinquanta per cento. Un fatto grave, visto che dobbiamo procurarci tutto attraverso il mercato nero oppure per vie traverse nelle città occupate dalle forze khomeiniste».

Lungo la principale strada della provincia con l'inizio della primavera, sono tor-

nati a fiorire anche i papaveri. I prati sono color rosso fuoco, punteggiati di nero. Fra poco, si potranno raccogliere le capsule da cui estrarre l'oppio. Sulla destinazione di questa preziosa merce nessuno parla. In tempo di pace, ufficialmente, l'oppio estratto da queste capsule era destinato alle industrie farmaceutiche iraniane e tedesche.

Fabbriche clandestine: Le uniche industrie che s'incontrano nel triangolo Sardasht-Banch-Mahabad sono le officine messe in piedi dalle forze guerrigliere per riparare i pochi automezzi per i quali, malgrado l'accerchiamento economico, riescono a trovare carburante e pezzi di ricambio. Sono situate in gallerie scavate in mezzo alle rocce, per impedire che gli elicotteri di Khomeini riescano a individuarle e bombardarle.

Sempre in queste gallerie si trovano le

dipendono dalla popolazione di ogni villaggio. I Consigli dispongono anche di un proprio bilancio grazie alle imposte che riscuotono nei villaggi. In alcuni casi, anche i partiti versano un contributo per agevolare il loro lavoro. Un po' più difficile è stata l'organizzazione dell'apparato giudiziario. Le persone idonee a farlo so-

INTERVISTA/HEGRI

'E' necessario estendere la lotta a tutto il paese'

Il Partito Democratico del Kurdistan Iraniano (Pdkî) ha tenuto di recente una riunione del suo Comitato Centrale durante la quale sono stati esaminati diversi problemi di ordine politico e militare. La riunione, alla quale i militanti del Pdkî attribuiscono una grande importanza, si è tenuta nelle zone liberate alla vigilia dell'offensiva primaverile lanciata dalle forze governative e finora respinta dai *peshmargah*. Tra i temi a lungo dibattuti, la questione della presenza del Pdkî nel Consiglio Nazionale della Resistenza (CNR) e i rapporti con i *Mujahedin* di Massoud Rajavi hanno occupato un posto di rilievo. Della discussione nel CC Dialogo Nord/Sud ha parlato con Mostafa Hegri, membro dell'Ufficio politico.

A un anno di distanza, come valutate la vostra alleanza con i Mujahedin di Massoud Rajavi?

Dando un giudizio globale, definirei positiva la nostra adesione al CNR e l'alleanza con i *Mujahedin*. In concreto, la nostra intenzione era quella di creare un rapporto tra la lotta dei curdi e quelle delle altre regioni dell'Iran. Per quanto invece concerne le questioni pratiche, il Pdkî è abbastanza forte nel Kurdistan da non aver bisogno di aiuti da parte delle altre forze iraniane. Quello che chiedevamo ai *Mujahedin* era di estendere la propria lotta nelle altre regioni, in modo da alleggerire il peso degli attacchi delle forze governative. Crediamo, però, che dell'alleanza abbiano tratto vantaggio anche i *Mujahedin* e il Consiglio. Secondo noi, l'unità delle forze democratiche e progressiste è uno degli elementi che possono contribuire in modo decisivo alla lotta contro l'assolutismo dominante.

Crede che questa unità sia già stata realizzata con la formazione del Consiglio Nazionale della Resistenza, oppure ritiene che sia necessario allargarlo ad altre forze, e in particolare alle tendenze liberali che fanno capo a Shapour Bakhtiar e Ali Amini?

Alla lotta attiva per l'abbattimento della dittatura teocratica di Khomeini dovrebbero partecipare tutte quelle forze che credono nella democrazia e l'autodeterminazione dei popoli. Questa tesi l'abbiamo sostenuta, fin dalla nostra adesione, an-

che all'interno del CNR. Il nostro recente *plenum* ha posto l'accento sulla necessità di sensibilizzare e raccogliere l'adesione delle classi e dei ceti medi dei centri urbani. Solo così, come insegna la lotta contro il regime dello scià, potremmo sconfiggere l'attuale regime. Nessuna forza, per quanto grande e potente sia, potrà realizzare i suoi obiettivi senza il contributo attivo delle altre forze politiche. La divisione è l'unica garanzia di sopravvivenza del regime khomeinista.

In Iran si discute molto sulla natura e la forma del governo che dovrebbe sostituire quello attuale. Il Pdkî ha una sua proposta o ritiene che dovrà essere il popolo, con un referendum, a sceglierle?

Siamo un partito democratico e in quanto tale favorevole a una repubblica democratica. Abbiamo accettato la proposta dei *Mujahedin* per la costituzione di una Repubblica Democratica Islamica per un periodo di sei mesi in modo da poter organizzare un referendum. La scelta del sistema non è una decisione che può essere presa da uno o più gruppi: spetta al popolo scegliere da chi e come essere governato.

In che modo le due superpotenze possono influire sulla situazione iraniana?

L'Iran, e più in generale il Golfo, per il loro petrolio: la loro importanza strategica, sono al centro delle attenzioni degli Stati Uniti e dei loro alleati occidentali. Ancora oggi, gli Stati Uniti hanno un ruolo principale negli avvenimenti di questa regione e dell'Iran. Attualmente, l'obiettivo della Casa Bianca è quello di rafforzare Khomeini attraverso le loro pedine, come Israele. nel tentativo di stroncare sul nascere ogni alternativa non americana. Così si spiega il massacro degli elementi pro-sovietici, dei comunisti e delle forze combattenti, come quelle del nostro partito oppure i *Mujahedin*. D'altra parte, anche l'URSS non può ignorare quanto accade in Iran con il quale divide un lungo confine. L'indipendenza politica dell'Iran può realizzarsi solo nel quadro di un equilibrio tra queste due potenze.

intervista a cura di Ahmad Rafat



Nelle foto, immagini della vita quotidiana nel Kurdistan: una cultura autonoma che non vuole morire

varie tipografie della resistenza e le sue stazioni radio. Dal Kurdistan, oltre al *Pdki* e ai *Komalab*, trasmettono anche i *Mujahedin del Popolo* di Massoud Rajavi e alcuni piccoli gruppi di sinistra. La mattina la gente si sveglia per ascoltare la *Voice of America*, che trasmette due ore al giorno in persiano. L'intera giornata di un curdo è accompagnata dalla voce del suo transistor giapponese. Nel pomeriggio, il programma più ascoltato è quello di *Radio Israele*. Durante il giorno, invece, si ascoltano le emittenti locali.

Anche nel bazaar di Miraweh, considerato il cuore commerciale del Kurdistan libero, le voci delle varie emittenti si mescolano con il tipico ronzio di ogni altro bazaar orientale. Qui, al contrario di quanto avviene nelle altre zone liberate, si può trovare di tutto e i prezzi sono addirittura inferiori a quelli del mercato nero di Teheran o di qualsiasi altra grande città della Repubblica Islamica. Si possono addirittura trovare bottiglie di whisky di marca, oltre che vari tipi di birra e vino turco.

«La merce — dice un anziano mercante, mentre sgrana il suo rosario — arriva in gran parte dalla Turchia e dall'Iraq. Lì viene acquistata sul mercato libero, e trasportata fin qui con carovane di muli e camioncini. Senza formalità doganali e licenze d'importazione. Sulla vendita però c'è una tassa che versiamo regolarmente al Consiglio di villaggio, che controlla anche i prezzi».

Altri prodotti, in particolare il carburante, il riso e la carne, vengono dalle città occupate. Le vie del signore per farli giungere fin qui sono infinite, e i *peshmargah* le conoscono tutte, o quasi. Sono spariti, invece, i *souvenir* del Kurdistan, che un tempo erano una delle principali fonti di guadagno delle donne curde. Negli ulti-

mi mesi, visto che l'accerchiamento economico deciso da Teheran non è riuscito a far piegare la schiena alla resistenza curda, il controllo sui bazaar delle grandi città è aumentato. Tanto per dare una lezione che servisse d'esempio, alcuni commercianti di Saqqaz con i loro familiari, in tutto sessanta persone, sono stati deportati verso la cittadina di Pouladshahr, nei pressi d'Isfahan, nell'Iran centrale, con l'accusa di aver commerciato con le zone liberate. Un altro gruppo di famiglie di Mahabad è stato trasferito con la forza a Semnan, nell'Ovest, perché non aveva impedito ad alcuni giovani di raggiungere i *peshmargah*. Di recente, un'altro gruppo è stato prelevato a Sanandaj e costretto a emigrare nel Belucistan iraniano, al confine con il Pakistan.

La rivoluzione in onda: Ma nemmeno questo «avvertimento» è servito. I *peshmargah* attaccano le città, le occupano per qualche ora e si riforniscono del necessario. Chi scrive ha potuto assistere all'arrivo di un gruppo di *peshmargah* che si erano recati a Sardasht per procurarsi del carburante per una delle due centrali elettriche che alimentano la regione: sono tornati con un bottino di cinquecento litri di carburante, in parte benzina e il resto gasolio, tre lanciagranate *RPG*, due fucili automatici *M21* e un furgoncino pieno di generi alimentari di prima necessità. Il carburante e le armi erano stati sequestrati al locale comando dei *pasdaran*, il resto era stato acquistato dai commercianti del luogo con «la forza». Questi ultimi vengono maltrattati apposta, perché poi possano giustificare il loro commercio dinanzi alle autorità.

L'unica istituzione che continua a funzionare come prima è la casa da the. Finito il lavoro nei campi, i curdi si riuniscono nei *ciakhaneh* per discutere di politica

così come per scambiarsi pettegolezzi sui vicini di casa o sui compagni di lavoro. A una certa ora, però, si accende la radio per ascoltare, nel silenzio generale, i programmi delle due radio locali che trasmettono in curdo. Dai microfoni della *Voce della Rivoluzione Iraniana*, l'emittente dei *Komalab*, parla il segretario generale Abdollah Mahtadi. I *Komalab*, che si dichiarano marxisti-leninisti, sono impegnati in un processo di fusione con l'organizzazione *Ettehadieh Komunistha* (Unione Comunista) e altre forze minori iraniane.

«Se in Iran la rivoluzione è fallita — dice Mohtadi, che di recente ha raggiunto un accordo di cooperazione nel Kurdistan con Ghassemli — la causa è da ricercare nella mancanza di una direzione comunista alla testa del movimento degli anni Settanta. Anche la sconfitta dei curdi è dovuta alla disorganizzazione delle forze marxiste, che hanno lasciato ai piccolo-borghesi (il riferimento è a Ghassemli e al suo *Pdki*, ndr), la direzione del movimento autonomista».

«Ma ora — annuncia il segretario dei *Komalab* agli ascoltatori con un tono retorico e incomprensibile alla maggioranza della popolazione, con una profonda cultura contadina — il terzo Congresso ha approvato un programma per l'autonomia che porrà fine a questa era».

Mezz'ora dopo, la parola passa a Ghassemli, che si rivolge ai curdi dai microfoni della *Voce del Kurdistan*. «Quelli dei *Komalab* non sono gente seria — dice —. Devono decidersi tra essere una forza curda oppure una forza che opera sul territorio nazionale e si batte per la causa del proletariato internazionale».

Nei *chiakhaneh* le parole di Ghassemli vengono spesso approvate con degli applausi o delle acclamazioni. «I *Komalab* — continua Ghassemli — hanno un pro-

gramma molto elaborato, che però rimarrà sempre un'utopia. Noi, invece, chiediamo ai curdi di battersi per la democrazia, per i diritti dei lavoratori, per l'autonomia e contro le interferenze imperialiste nell'Iran».

Per due anni, le principali formazioni curde si sono combattute a colpi di fucile. Ora, però, la loro battaglia si combatte via etere, mentre i fucili sono rivolti contro lo stesso nemico: le forze khomeiniste. L'accordo è stato raggiunto anche grazie all'opera di mediazione svolta dal leader religioso curdo, Ezzeddin Hosseini.

Autonomia possibile: Hosseini, che abbiamo incontrato nel suo rifugio, in una località vicina a Mahabad, è da poco rientrato dal suo primo viaggio all'estero. Anch'egli si è recato a Parigi per incontrare gli esponenti delle varie formazioni dell'opposizione anti-khomeinista. Hosseini, che ha circa sessant'anni, è un veterano della «Repubblica Democratica di Mahabad». Non ha un partito e nemmeno vuole averlo. È contrario alla partecipazione diretta del clero alla vita politica. All'inizio della rivoluzione, ha svolto un ruolo importante nelle trattative con le autorità di Teheran. Ora è abbastanza amareggiato. A Parigi, si è trovato di fronte un'opposizione divisa, e di conseguenza impotente.

«La loro divisione — dice — costituisce la forza di Khomeini, e a pagare per questa situazione siamo noi curdi che, da quattro anni, viviamo una guerra assurda. Le nostre proposte sono quelle di sempre, le rivendicazioni storiche dei curdi iraniani. Ma i governi centrali, prima lo scià e ora Khomeini, non le vogliono capire, non le possono capire, perché accomunati dal loro modo di governare: la dittatura».

Secondo Hosseini, l'autonomia richiesta dai curdi non ha nulla di assurdo. «Come curdi — dice il leader spirituale sunnita — vogliamo parlare la nostra lingua, oltre al *parsi*. Non solo in casa, ma anche negli uffici e nelle scuole. Vorremmo gestire noi stessi l'economia regionale in base alle nostre esigenze, scegliere da soli le autorità locali invece di dover accettare quelle che invia il governo, completamente estranee alla nostra cultura e al nostro modo di essere e di vivere».

Il *pešmargab* incaricato di riaccompagnarci lungo il «sentiero» sulla via del ritorno, al momento del congedo traduce una strofa di una famosa canzone curda: «Per vivere, bisogna attraversare un sentiero tortuoso, che sbocca sulla valle della morte o su quella della vita. Se lungo la strada non hai potuto conquistare la libertà, è meglio la morte che la vita».

Abmad Rafat dal Kurdistan



Un bazar sulle montagne curde: da secoli al centro della vita sociale

STORIA

Una nazione e cinque Stati

I CURDI SONO GIUNTI NEL LORO TERRITORIO DALL'ATTUALE SIRIA

I curdi sono giunti nel loro attuale territorio, la valle ariana, circa duemila anni fa, provenienti dall'attuale Aleppo, in Siria, in cerca di nuovi pascoli. La loro origine risale a venti secoli avanti Cristo, come testimonia uno scritto sumero dell'epoca. Di razza ariana, i curdi sarebbero discendenti dei Gutei e dei Lulubiti secondo quanto afferma Senofonte nell'*Anabasi*.

Oggi, la terra dei curdi è divisa tra cinque Stati tra loro confinanti. Quest'area, 530 mila chilometri quadrati, comprende le tre province turche di Erzerum, Van e Diyarbakir; le regioni iraniane di Kermanshahan, Kordestan e Azerbaijan orientale; le regioni autonome di Arbil, Soleymanieh e Dahok nell'Iraq; la provincia siriana di Jazira e una fascia del territorio sovietico lungo la frontiera delle repubbliche transcaucasiche. Malgrado questa divisione geografica, i curdi si sentono componenti di un'unica comunità, privata di un proprio Stato sovrano e indipendente. Parlano la stessa lingua, li accomuna un'unica cultura e, per oltre il 90 per cento, sono musulmani sunniti. La lingua curda, di radice indo-europea, ha subito ben poco l'influenza delle altre lingue dominanti nella regione. La cultura curda, anche se è stata trasmessa principalmente

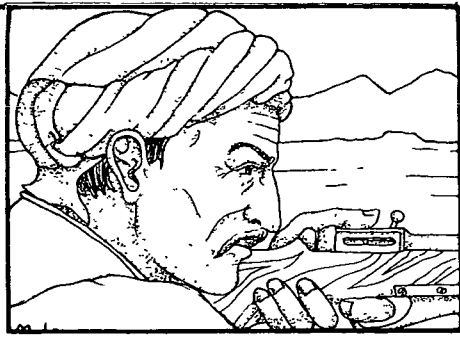
per via orale, è ricca, in particolare per quanto riguarda il campo della poesia. Sono famose le poesie d'amore ed epiche curde.

Tra i curdi iraniani, qualche tribù ha abbracciato lo sciismo, in particolare nel Kermanshahan; altre il sufismo. Alla fine della Prima guerra mondiale, i curdi si sentirono vicini alla realizzazione del loro sogno: la costituzione di un proprio Stato. Il trattato di Sevres, nel '20, ne aveva anche definiti i confini. Tre anni dopo, nella Conferenza di Losanna, tutto andò in fumo e fu decisa la spartizione entro i confini degli Stati vicini.

Da allora, prese avvio il movimento nazionalista curdo, che oggi è impegnato su vari fronti e a vari livelli con lo scopo comune di far rispettare i diritti delle minoranze curde nel quadro dei vari Stati.

Secondo fonti curde, in Turchia i curdi sono 8 milioni, in Iran 6 e in Iraq 2. La Siria ne ospiterebbe un milione e l'Unione Sovietica cinquecentomila. Ma i governi di questi paesi forniscono delle cifre contraddittorie che, in ogni caso, non superano un totale di 10 milioni di persone.

In Iran la lotta dei curdi per i propri diritti nazionali risale al 1905, quando furono formati i primi *Anjoman* (degli organismi creati sul modello dei soviet). Poi



vennero le insurrezioni degli anni Trenta, che portano alla formazione del Partito Democratico del Kurdistan e alla fondazione della Repubblica Democratica di Mahabad, nel 1964. Un anno più tardi, la giovane Repubblica venne schiacciata nel sangue e il suo leader, Ghazi Mohammad, fu impiccato nel centro di Mahabad. Negli anni '70, la guerriglia riprese vigore e i vecchi fucili *Brno* tornarono a sparare. Questa volta, a massacrare i curdi pensò uno dei leader carismatico dello stesso nazionalismo curdo: Mullah Mustafa Barzani.

Fondatore del *Pdk* in Iraq, Barzani si era alleato con Mohammad Reza Pahlawi contro il *Baas* iracheno. Nel '75, con gli accordi di Algeri, tornata la pace tra l'Iran e il vicino Iraq, Barzani è costretto a rifugiarsi negli USA, dove è morto qualche anno dopo. Con la sua morte, i curdi iraniani riprendono la lotta armata, che dura fino alla rivoluzione islamica del febbraio '79. L'avvento di Khomeini al potere segna una pausa di qualche mese. I conflitti armati riprendono solo il 28 maggio dello stesso anno, e sono tuttora in corso, con alcuni momenti di tregua, nel disperato tentativo dei curdi di trovare un accordo con il governo della Repubblica Islamica.

Nel Kurdistan iraniano è maggioritario il Partito Democratico (*Pdki*) diretto da Abdolrahman Ghassemlu, un abile diplomatico educato nei paesi dell'Est. Un altro personaggio di rilievo è Sheikh Ezzeddin Hosseini, leader spirituale dei curdi iraniani, con delle simpatie marxiste.

Nelle zone liberate operano anche i *Khomala* (Comitati Rivoluzionari) di Abdollah Mohtadi di orientamento marxista-leninista. Hanno qualche influenza anche le tribù *Zargari* i cui esponenti si professano moderati e rimpiangono la monarchia

dei Pahlawi.

In Turchia è addirittura vietato pronunciare la parola Kurdistan. Parlare il curdo è un reato punibile con sei mesi di reclusione e sono circa 50 mila i prigionieri rinchiusi nelle carceri di Hakkari e Diyarbakir. Le prime rivolte, in questa parte del Kurdistan, risalgono agli anni Venti e sono state represses definitivamente nel '37. Da allora, la principale attività dei curdi turchi consiste nel supporto logistico ai loro «fratelli» iraniani e iracheni. Proprio per questo, oggi si assiste a una profonda divisione tra i nazionalisti curdi della Turchia. L'altro elemento dominante è lo strapotere degli *Agha* (i signori feudali) che ancora detengono il potere economico e tentano di impedire ad ogni costo un qualsiasi progresso nelle terre da loro governate. Non a caso, oltre l'80 per cento dei curdi turchi è analfabeta. Il *Pdk* della Turchia è nato negli anni Sessanta sulle posizioni di Barzani ed è scomparso nel '75 con l'uscita dalla scena politica del suo ispiratore, senza aver potuto sviluppare solide radici.

Una cartina del territorio oggi occupato dai curdi



A rivendicare la bandiera del nazionalismo curdo, in Turchia, sono oltre 120 piccole formazioni, molte delle quali praticamente scomparse con l'avvento al potere dei militari, nel settembre del 1980.

L'Iraq è l'unico dei cinque paesi che ha riconosciuto il diritto all'autonomia dei curdi con un manifesto firmato l'11 marzo del 1970. Questo, però, non significa che tra il governo di Bagdad e gli auto-

misti curdi regni la pace.

I curdi compaiono sulla scena politica irachena con l'avvento al potere del generale Ghassem, nel 1958. La nuova Costituzione parla di «arabi e curdi uniti nella stessa patria» e garantisce ai curdi «i loro diritti nazionali in seno allo Stato iracheno». La pace dura poco, e nel '61 scoppia la guerriglia. Due anni più tardi, Ghassem viene deposto con un colpo di Stato dal generale Aref. La tregua dura solo cinque mesi. Questa volta è di scena Mullah Mustafa Barzani, che cerca di conciliare il feudalesimo con il socialismo. Nel '64, Barzani firma un accordo con Aref che dura fino al successivo colpo di Stato, quello di Hassan Al Bakr, nel luglio del 1968. Il *Baas* al potere cerca un accordo con i curdi e propone loro di entrare, insieme ai comunisti, nel Fronte Nazionale. Barzani si oppone, ma due anni più tardi l'accordo è raggiunto. Nel '74, Al Bakr proclama l'autonomia, mentre Barzani riprende la guerriglia. Con gli accordi di Algeri torna nuovamente la pace e una parte del *Pdk* entra di nuovo nel Fronte Nazionale,

mentre la sinistra — diretta dal giornalista Jalal Talebani — rimane nella guerriglia. Oggi, i figli di Barzani sono in Iran, vengono appoggiati da Khomeini e operano sotto la sigla di *Pdk-Ghiade Movaghat*, mentre Talebani è impegnato a trattare con Saddam Hussein e i suoi *pesmargah* combattono a fianco a quelli di Ghassemlu.

In Siria i curdi hanno goduto fin dai tempi dell'indipendenza di una relativa libertà di movimento. La situazione è peggiorata con l'avvento al potere di Hafez al Asad, che ha fatto arrestare tutti i dirigenti del locale *Pdk*, creato nel '64. È vietato parlare in curdo e sono state abolite le festività tradizionali curde. Lungo il confine con la Turchia, è stata costituita una «cintura araba», lunga dieci chilometri, dove i contadini arabi sono sumentrati a quelli curdi, deportati nelle regioni centrali. Negli ultimi

anni, è iniziato un dialogo e alcune misure repressive sono state rallentate. Nell'URSS i curdi, anche se costituiscono una piccola comunità, godono degli stessi diritti delle altre nazionalità. Abitano le repubbliche dell'Azerbaigan del Turkemistan e della Georgia. Si tratta di una comunità integrata, che mantiene legami puramente culturali con le proprie origini.

a. r.

L'ARTICLE CI-CONTRE EST PARU EN
JUILLET 1982.

ETANT DONNE SON INTÉRÊT, NOUS L'AVONS
INCLUS DANS LA REVUE DE PRESSE DE CE
MOIS-CI.

DER SPIEGEL

„Die Kurden sprechen nicht mehr“

In Massenprozessen stehen 14 000 Kurden vor Gericht, die meisten wegen Separatismus und Umsturzversuchs – nach dem türkischen Strafrecht todeswürdige Verbrechen. Einer der letzten Verteidiger in den Kurdenpro-

zessen, Serafettin Kaya, der selbst monatelang inhaftiert war und dann flüchten konnte, wirft den Militärgerichtlichen Rechtsbrüche vor und prangert die grausamen Verhörmethoden im Militärgefängnis Diyarbakir an.

In der Folterzelle des Militärgefängnisses im ostanatolischen Diyarbakir: Der Häftling Ali Eralp ist bereits bewusstlos, der Mithäftling und Rechtsanwalt Serafettin Kaya, 53, wird mit verbundenen Augen der „Falaka“, schweren Schlägen auf die Fußsohlen, unterzogen.

Der Soldat hält in der einen Hand den Schlagstock, in der anderen ein Kofferradio, aus dem in diesem Moment die Stimme des Staatschefs Kenan Evren ertönt: „Es gibt keine systematische Folter in der Türkei.“ Kaya: „Trotz meiner Schmerzen mußte ich lachen.“

Der Kurde Kaya, der 1977 als unabhängiger Kandidat für das türkische Parlament in Ankara kandidiert hatte, war am 16. Februar vergangenen Jahres in seiner Kanzlei verhaftet worden. Einer der Verhörbeamten sprach aus, wessen er sich schuldig gemacht hatte: „Wir wissen zwar, daß du keine bestimmte politische Linie vertrittst, aber wir wollen verhindern, daß du politische Gefangene vertrittst, und wir wollen dich zwei Jahre hier behalten.“

Sie behielten ihn nur sieben Monate da, 16 Tage unter Schlägen, dann wurde Kaya freigesprochen. Bevor er erneut inhaftiert werden konnte, floh er über Syrien in die Bundesrepublik. In Kiel hat er Asyl beantragt.

Kaya war einer der letzten noch verbliebenen Verteidiger bei Massenprozessen in Türkisch-Kurdistan, in denen oft Hunderte von Personen gleichzeitig angeklagt sind. Knapp 120 000 Kurden wurden seit der Machtübernahme der türkischen Militärs am 12. September 1980 festgesetzt, 20 000 davon auf Dauer in Haft genommen.

Einige tausend wurden, weil kein Platz in den Gefängnissen war, vorübergehend auf freien Fuß gesetzt, etwa 14 000 angeklagt: 220 wegen Mordes, der Rest wegen Separatismus und „umstürzlerischer Aktivitäten“. In Hunderten von Fällen ist bereits die Todesstrafe beantragt.

Allein 3000 Häftlinge, meist Kurden, sitzen im Militärgefängnis Diyarbakir, das der Kurde Kaya als eine Stätte des Grauens schildert.

Neuankömmlinge werden zum Empfang an die Wand gestellt und müssen mit erhobenen Händen 44 Glaubenssätze aus dem türkischen National-Katechismus nachsprechen, etwa: „Ich bin Türke“, „Ich bin stolz“, „Ich bin fleißig“. Nach jedem Satz gibt es einen Stockschlag.

Auf dem Gefängnishof wird stundenlang marschiert, exerziert, zu Klängen türkischer Märsche und Sprüchen des

Staatsgründers Kemal Atatürk. Dazu gibt es ständig Schläge, Ohnmächtige werden kurzerhand in die Abwässerinnen geworfen. In den Ruhezeiten ertönt in Brüllstärke immer derselbe Marsch.

Eine bei den Folterern – in Diyarbakir laut Kaya ausschließlich Militärpersonal – besonders gern angewandte Methode ist das „Baklava-Essen“, so genannt nach einer berühmten orientalischen Süßigkeit aus Teig, Mandeln und Honig: Der Häftling erhält so lange Schläge ins Gesicht, bis das Blut aus Nase und Mund fließt, dann hat er „Baklava gegessen“. Neben „Falaka“, Elektroschocks und

Mitte, um den sich kniehoch Kot und Urin sammeln. Kaya war 32 Tage in dieser Zelle. Dreimal täglich mußte er in der Jauche „schwimmen“, sich mit „Shampoo“, also Kot, bedecken.

Jeder Gefangene bekommt 60 bis 100 Gramm Brot am Tag, dazu drei bis fünf Löffel Essen, „wenn man das so nennen darf“ (Kaya). Die Nahrung wird mit Seife oder Waschmitteln versetzt, gelegentlich auch mit Ratten, zum Trinken bekommen die Häftlinge oft genug das Wasser, in dem sie das Geschirr des Gefängnispersonals gespült haben.

Kaum jemand wiegt noch mehr als 100 Pfund. Es gibt Männer, die 90 Kilo-



Hungerstreikende Kurden, Türken, Deutsche*: Seltene Eintracht

anderen Quälereien zielen die Verhöre der kurdischen Häftlinge auf Demütigung und Demoralisierung.

Frauen vergewaltigt man mit Schlagstöcken, nur alle zwei Tage werden je zwei Häftlinge zu den Latrinen geführt. Wenn der Begleiter vom Wachpersonal bis drei gezählt hat, müssen sie ihre Notdurft verrichtet haben.

Die Gefangenen dürfen sich nicht waschen, statt dessen gibt es eine Spezialbehandlung in der sogenannten „Zelle mit Bad“. Das ist ein 2,50 mal 2,50 großer Raum mit einem Betonsockel in der

gramm wogen, als sie eingeliefert wurden, und jetzt auf 40 Kilo abgemagert sind.

Der einstige Bürgermeister von Diyarbakir, Mehdi Zana, hat sein Gehör verloren. Kayas Kanzleipartner Hüseyn Yildirim wurde, wie 40 bis 50 Mithäftlinge auch, in den Wahnsinn getrieben. Am Newros-Tag, dem Neujahrsfest der Kurden im März, sollen nach Angaben der Bevölkerung im Gefängnis 37 Menschen zu Tode gekommen sein, darunter der junge Kurdenführer Mazlum Dogan, am

* Am 3. Juni dieses Jahres in Esslingen.



Angeklagte Kurden im „Rizgari“-Prozeß in Diyarbakir: Wer sich rührt, wird geschlagen



Kurdischer Anwalt Kaya
32 Tage von Jauche umgeben

25. April soll es erneut mindestens sechs Tote gegeben haben.

Solche Berichte überzeugten Kaya, daß der Diyarbakir-Gefängniskommandant es ernst meinte, als er ihm sagte: „Wer von euch die Todesstrafe kriegt, wird aufgehängt. Alle anderen werden so behandelt, daß sie hier nicht lebend herauskommen.“

Um auf diese Verhältnisse, aber auch auf die Haft- und Prozeßbedingungen in der ganzen Türkei aufmerksam zu machen, waren am 24. Mai in 24 europäischen, darunter 15 bundesdeutschen, Städten 338 türkische, kurdische und europäische Linke in den Hungerstreik getreten.

Während sie in Paris beispielsweise die Unterstützung der regierenden Sozialisten fanden und die Aktion abbrachen,

bekundeten in der Bundesrepublik lediglich ein paar Gewerkschaftsgruppen, einzelne Abgeordnete und Ortsverbände von SPD und Alternativen sowie die FDP-Abgeordnete Helga Schuchardt Sympathie. Enttäuscht gaben die Hungerstreikenden in westdeutschen Städten nach 25 Tagen auf.

Das einträchtige Nebeneinander von Kurden und Türken in diesem Protest ist selten, denn ein großer Teil der türkischen Linken wirft den Kurden vor, sich in den Vordergrund spielen zu wollen, während Türken zu Zehntausenden ebenso schwer unter der Repression des Regimes litten, unter ähnlicher Folter und Schikane, unter ebenso rechtswidrigen Prozessen.

Doch der Jurist Kaya glaubt einen bedeutsamen Unterschied ausgemacht zu haben: Während die türkischen Militärs einige hundert Rechtsextremisten und Zehntausende extremistische wie demokratische Linke verfolgten, seien ihre Aktionen in Türkisch-Kurdistan „gegen das ganze kurdische Volk“ gerichtet.

Und während ein Großteil der Türken nach wie vor hinter dem Militär steht, das sie vom Alptraum des Terrorismus (über 20 Tote pro Tag) befreit hat, fürchten die sieben Millionen Kurden auf türkischem Gebiet – allerdings nicht nur sie – den „Staatsterror“ der herrschenden Militärs.

Das Elend der Kurden ist ein Ergebnis ihrer Geschichte. Jahrhunderte vor Christus siedelten sie vom Taurus-Gebirge im Westen bis zum armenischen Hochland im Osten, vom Berg Ararat im Norden bis nach Mesopotamien im Süden (siehe Graphik Seite 107). Heute lebt das 17-Millionen-Volk, der Sprache nach zu schließen indoiranischen Ursprungs, auf die Türkei, Iran, Irak, Syrien und die UdSSR verstreut, unterdrückt von allen.

Ein einheitliches Kurdistan hat es nie gegeben. „Ein Grund war die Grenzlandsituation“ zwischen Osmanischem und Persischem Reich, so der Kieler Professor Walter Hirsch in einer für Amnesty International erarbeiteten Expertise, waren aber auch „die Rivalitäten und Machtkämpfe zwischen den einzelnen kurdischen Stämmen und Stammesfürsten“.

Im vergangenen Jahrhundert erhoben sich die Kurden mehrmals gegen die Türken. Anfang des 20. Jahrhunderts noch paktierten kurdische nationalistische Intellektuelle mit den ebenso nationalistischen Jungtürken. Doch die beschlossen 1911, das Reich unter der Alleinherrschaft der türkischen Rasse aufzubauen und alle Untertanen notfalls mit Waffengewalt zu osmanisieren.

Weil allein der glühende türkische Nationalismus dem Land ein Überleben garantiert hatte, wurden Kurden und andere religiöse wie ethnische Minderheiten in der Türkei Opfer von Terror und Unterdrückung.

Im Ersten Weltkrieg brach das Osmanische Reich zusammen – zu seiner Blütezeit hatte es von den Toren Wiens bis zum Kaukasus, vom Asowschen Meer bis zum Indischen Ozean gereicht. Durch den Vertrag von Sèvres 1920 schrumpfte es um 24 Fünfundzwanzigstel, und in Wahrheit noch um weit mehr. Denn große Teile dieses den Türken von den Siegermächten zugestandenen Territoriums wurden von Rebellen beherrscht. „Wirklich unabhängig“, so der Orient-Kenner Jacques Benoist-Méchin, „waren nur noch einige Quadratkilometer um Ankara.“*

In vier Jahre währenden Befreiungskämpfen eroberte Mustafa Kemal, der sich als Staatspräsident den Namen Ata-

* Benoist-Méchin: „Die Türken 1908–1938. Das Ende des Osmanischen Reiches“ Swan-Verlag Kehl am Rhein, 238 Seiten, 89 Mark

Atatürk, „Vater der Türkei“, gab, das Territorium der heutigen Türkei zurück und führte sie in die Unabhängigkeit.

Für Atatürk war darin nur Platz für Türken; die Kurden hießen fortan „Bergtürken“, ihre Sprache durften sie als Amtssprache nicht benutzen, 90 Prozent der Orte bekamen türkische Namen. Ziel war die totale Assimilation.

Die Türken schlugen mehrere Aufstände blutig nieder, 50 000 starben allein 1937/38 bei der letzten großen Erhebung der Kurden gegen die sie beherrschenden Türken.

Übergriffe der Militärs, Miliz-Razzien, Gefangenschaft und Folterungen haben die Kurden seither regelmäßig über sich ergehen lassen müssen.

Kurden-Autor Hirsch: „Hat das Wirken Atatürks für die übrige Türkei zweifellos Befreiung, nationales Selbstbewußtsein, Anschluß an die moderne Welt gebracht, so bedeutet es für die Kurden nur Unterdrückung, Leid, Armut, Unterentwicklung auf lange Zeit.“

Bundesgenossen oder zumindest Freunde fanden die Kurden erst wieder in den 70er Jahren – in türkischen intellektuellen linker Richtung. So gehörte beispielsweise zu den Forderungen der Lehrgewerkschaft Töb-der, Kurdisch-Unterricht an den Schulen der Kurden-Regionen zuzulassen. Die Gewerkschaft wird heute unnachgiebig verfolgt.

Ein wenig Hoffnung vermittelte der Sozialdemokrat Bülent Ecevit in seinen drei Amtszeiten: Der Premier wagte zumindest, das Wort „Kurden“ auszusprechen (SPIEGEL 5/1979), ganz anders als General Evren, der sich in einem SPIEGEL-Gespräch (SPIEGEL 43/1981) wand: „Unsere Bürger, die Sie Kurden nennen . . .“ Doch konnte Ecevit nicht das Foltern in kurdischen Gefängnissen und Polizeistationen unterbinden.

Eine der Forderungen der kurdisch-türkischen Hungerstreikenden war, Bundestag und -regierung sollten eine unabhängige internationale Untersuchungskommission befürworten, die unter anderem die Zustände im Militärgefängnis Diyarbakir in Augenschein nimmt – oder es zumindest versucht, da die Militärregierung keinerlei Delegationen mehr im Lande wünscht und Kontakte außerordentlich erschwert hat.

Die Kurden klagen, daß Untersuchungskommissionen von Abgeordne-



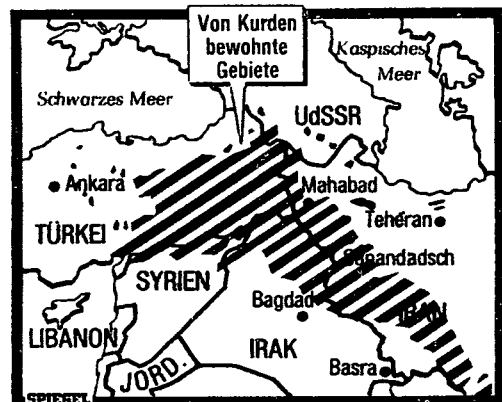
Kurdische Stadt: „Unterdrückung, Leid, Armut und Unterentwicklung“

ten, Menschenrechtlern und Juristen ihre Informationen hauptsächlich in Ankara und Istanbul sammeln und dort auch Prozesse beobachten. „Kaum jemand“, so Rechtsanwalt Kaya, „kam bislang nach Kurdistan.“

In der Tat liegen bestürzende Analysen über die großen politischen Prozesse, beispielsweise gegen Mitglieder des Gewerkschaftsbundes Disk, der maoistischen TIKP, der marxistischen TKP, der sozialdemokratischen RVP, vor. Deren Verfasser, wie etwa der Münchner Anwalt Schmitt-Lermann oder die Berliner Anwälte Grönheit und Veronika Arendt-Rojahn sowie der Richter Brandt kommen in der kurdischen Frage zu fast gleichlautenden Ergebnissen: „Über die Situation der politischen Prozesse in der Osttürkei gibt es in Ankara und in Istanbul nur sehr wenige Informationen. Es heißt ganz allgemein, daß die Situation kaum bekannt sei, weil die Öffentlichkeit in diesen Verfahren so gut wie ausgeschlossen sei“ (Grönheit).

Eine der wenigen Gruppen, die überhaupt bis Diyarbakir, wo allein Kurdenprozesse vor 17 verschiedenen Kammern laufen, gelangte, war eine Delegation des Republikanischen Anwaltsvereins. Teilnehmer: die Anwälte Thomas Jung aus Kiel, Roland Kern aus Darmstadt sowie Rüdiger Schulz aus Hamburg.

Erfolglos versuchten sie im vorigen September, Zugang zu Gefängnissen zu bekommen, insbesondere zu Seraffetin



Kaya, der zu dem Zeitpunkt gefangen saß. Auch der Versuch, am Prozeß gegen die Kurdenorganisation „Rizgari“ (Befreiung) teilzunehmen, schlug fehl: Während die Anwälte sich in Diyarbakir aufhielten, wurde die Verhandlung kurzerhand vertagt.

Immerhin konnten sich die Anwälte Kopien von Gerichts- und Ermittlungsakten besorgen und Gespräche führen. In ihrem Bericht stellen sie fest, daß in der Türkei derzeit jedermann Gefahr läuft, inhaftiert zu werden, der „als Regimegegner bekannt wird oder als Regimegegner angesehen wird“.

Besonders gelte das aber „für jeden Türken kurdischer Volkszugehörigkeit, der als Kurde auffällt, zum Beispiel dadurch, daß er sich der kurdischen Sprache bedient“. Dies erfülle „bereits den Tatbestand des Separatismus“, und darauf steht eine Freiheitsstrafe von nicht unter fünf Jahren. Die Angst, sich durch

ihre Sprache zu verraten, ist groß unter den Kurden. „Sie sprechen nicht mehr“, sagt Kaya, und das Schweigen hat schlimme Auswirkungen.

Da in den weiten, ländlichen Bergregionen bis zu 70 Prozent der kurdischen Bevölkerung die türkische Sprache nicht beherrschen, können sie – ohne Dolmetscher – auf den städtischen Märkten nichts mehr kaufen oder verkaufen.

Kaya: „Vielerorts ist die gesamte Dorfökonomie zusammengebrochen.“ Mehr denn je sind die Kurden auf die Märkte angewiesen, weil türkische Soldaten bei Razzien auf abgelegene Kurdendörfer die Kleidung und Wintervorräte der Dörfler vernichten. Bei diesen Razzien wird bestialisch mißhandelt,

Die Häftlinge sind auf Selbstverteidigung angewiesen, doch Gesetzestexte oder Schreibmaterial dürfen sie nicht besitzen. Gelegentliche Ausnahmen erlauben die Gefängnisdirektoren bei Juristen wie Kaya.

Der Verteidiger erhält höchst selten einmal Einblick in die Akten, lediglich die Aktennummern sind ihm bekannt. So bleibt ihm nur, auf gut Glück, den Freispruch zu beantragen.

In den Prozesssälen ist der Kontakt mit Mandanten unmöglich. Verteidigungsschriften werden dem Gericht eingereicht, aber nicht verlesen. Wenn ein Verteidiger das Gericht auf derlei Gesetzesbrüche hinweist, läuft er, wie Kaya, Gefahr, in Haft genommen zu werden.

Einige der kurdischen Organisationen, deren Mitglieder jetzt vor Gericht stehen, sind offen gewalttätig gegen türkische Amtspersonen und Institutionen vorgegangen, die sie als „Besatzung“ empfanden. Andere Vereinigungen lehnen Gewalt ab, ihre Angehörigen wurden oftmals lediglich aufgrund ihrer Mitgliedschaft, etwa wegen Verteilens von Flugblättern angeklagt.

Weit die Mehrheit aller Führer kurdischer Organisationen bezeichnet sich als marxistisch-leninistisch. Die Anklagekombination von Separatismus und Marxismus, also die laut Strafgesetzbuch verbotene „Absicht, die Diktatur einer Gesellschaftsklasse über eine andere Gesellschaftsklasse“ zu errichten, reicht aus für die Todesstrafe oder extrem lange Haftstrafen.

Die politisch aktiven Kurden sind der Überzeugung, daß sie Selbständigkeit nur gewinnen können, wenn historisch bedingte Sozialformen abgebaut werden. In ihren Augen bietet der Marxismus das programmatische Gerüst, die jahrhundertelangen Stammes- und Fürstentenden zu überwinden und das nahezu feudalistische System der herrschenden Großgrundbesitzer, der Aghas, abzuschaffen, die ihre Stammesgenossen, abhängige Bauern oder landlose Arbeiter, ausbeuten.

Zudem hat Ankara Ostanatolien systematisch vernachlässigt, Infrastruktur, Schulen, Ärzte, Krankenhäuser, Industrie halten keinen Vergleich mit der Westtürkei aus, wohin die Regierenden den Löwenanteil der westlichen Finanzhilfe lenken.

Und doppelt ausgebeutet fühlen sich die Kurden, weil Rohstoffe wie Öl, Chrom, Blei und Zink in ihren Regionen abgebaut werden, aber, so der Kieler Professor Hirsch: „Nur etwa ein Prozent des Gesamterlöses aus der Produktion der Bodenschätze fließt in das Ursprungsland zurück.“

Unter der Unterentwicklung Ostanatoliens leiden natürlich alle dort lebenden Türken in gleichem Maße. Ihre Hoffnung war Premier Bülent Ecevit, doch auch er brachte eine Landreform nicht einmal in Ansätzen zustande, die Lobby der Großgrundbesitzer war zu mächtig.

Als General Evren im Oktober vorigen Jahres die unruhigen Provinzen inspizierte, hatte er für die überwiegend kurdische Bevölkerung der Stadt, wie er vorgab, frohe Kunde: „Liebe Malatyer“, sprach Evren, „das Hauptquartier der 2. Armee wird 1983 nach Malatya verlegt.“ Und nicht etwa mit der Aufgabe, wie einige „Verräter“ behaupteten, „das Volk dieser Region zu unterdrücken“.

Zu diesem Zeitpunkt waren bereits große Kontingente der türkischen Armee nach Osten verlegt, waren kurdische Häuser in gemischten Dörfern weiß gestrichen worden, damit die Soldaten bei Razzien schnell und zielsicher vorgehen konnten



Kurdische Frauen: Zum Schutz vor Vergewaltigungen in die Berge

immer wieder bringen die Dörfler ihre Frauen in die Berge, um sie vor Vergewaltigungen zu bewahren.

Das Verbot, kurdisch zu sprechen, gilt auch für Verteidiger und Angeklagte in den Massenprozessen, bei denen jeweils bis zu 2000 meist sehr junge Menschen angeklagt sind.

Verteidiger dürfen ihre Mandanten offiziell nur drei Minuten pro Woche – auf türkisch – sprechen, in der Praxis reduziert sich das durch allerlei Schikanen auf 40 Sekunden bis eine Minute im Monat.

Stets sind bei den Terminen drei, vier Soldaten dabei, oft muß der Mandant einen Soldaten auf dem Rücken in den Besucherraum tragen und wird danach geschlagen. So ist nicht verwunderlich, daß viele Häftlinge keinen Wunsch mehr nach einem Anwaltsbesuch oder nach zeitlich ebenso eingeschränkten Verwandtenbesuchen haben.

Erst vorletzte Woche erhielten drei Anwälte bei der Verurteilung von insgesamt 93 kurdischen Oppositionellen je 32 Jahre Gefängnis.

Die Angeklagten selbst dürfen sich nicht zu Wort melden. Stundenlang müssen sie mit auf die Knie gelegten Händen, den Blick starr auf den Vorsitzenden gerichtet, die Verhandlung verfolgen. Wer sich rührt, wird geschlagen. Kaya, der selbst 1490 Häftlinge vertreten hatte: „Wie soll sich ein Mensch so verteidigen?“

Aus all diesen Gründen gibt es kaum noch Rechtsanwälte, die einen Sinn in der Verteidigung sehen. Im Prozeß etwa gegen die Kurdische Arbeiterpartei (PKK) mit 2000 Angeklagten ist es noch einer. Einige wenige verteidigen aus humanitären oder patriotischen Gründen noch ohne Honorar, andere lassen es sich hoch vergüten, daß sie bei diesen Farcen der Justiz weiter mitmachen.